

Chapitre I : Le monde bipolaire (1946-1989)

La Seconde Guerre mondiale a bousculé les équilibres mettant à mal la scène internationale et la contraignant à une reconfiguration (Section 1^{re}). On assiste alors à une évolution des blocs pendant toute cette période (Section 2) en raison de la menace du feu nucléaire, d'une absence de conflit direct entraînant une « guerre froide » entre les deux superpuissances du moment – les États-Unis d'Amérique (USA) et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) – (Section 3). Toutefois, des conflits armés ont lieu dans d'autres régions périphériques du monde (Section 4), l'occasion pour les deux superpuissances d'intervenir de façon plus ou moins masquée.

Section 1^{re} : La formation des blocs

La nouvelle scène internationale se configure sur le partage de l'Europe, alors en plein déclin (Paragraphe 1^{er}), entraînant *de facto* de nouvelles alliances avec la « politique des blocs » (Paragraphe 2) et l'apparition de nouveaux États (Paragraphe 3). Corrélativement, de nouvelles organisations tentent alors de régir les relations internationales (Paragraphe 4).

Paragraphe 1^{er} : Le déclin de l'Europe

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est plongée dans une crise économique et politique importante. De nombreux pays se sont ruinés dans la guerre et ne peuvent pas tout reconstruire correctement.

A. L'Europe affaiblie

- Économiquement, les pays européens sont ruinés :
 - L'Allemagne est un vaste champ de ruines, son produit national brut (PNB) vaut un tiers (1/3) de la période d'avant-guerre et à la suite d'importants bombardements, ses infrastructures

(ferroviaires, administratives, *etc.*) sont totalement détruites. De plus, il y a un trou démographique ce qui explique ce c'est le facteur travail qui est touché ;

- L'Italie, également vaincue, a quant à elle un PNB équivalent à celui de 1911 ;
- Le Royaume-Uni, a subi des destructions mais c'est sa monnaie qui est menacée, avant le conflit mondial, la City était LA banque mondiale. La livre sterling était de fait la devise monétaire de référence, grâce aux devises et à l'or qui se trouvaient dans la City. Mais le pays s'est ruiné à cause de la guerre, ce qui condamne la monnaie britannique par rapport au dollar qui va prendre sa place et devenir la monnaie de référence ;
- La France a la moitié de son réseau ferré détruit, son appareil industriel est à renouveler en raison du démantèlement opéré pendant la guerre (les usines françaises ont été transportées en Allemagne) ;
- La Pologne a quatre-vingt pour cent (80 %) de son potentiel industriel détruit.

De **manière générale** : problèmes de main-d'œuvre, monnaies trop faibles en raison de l'inflation pour pouvoir financer le développement des pays, insuffisance des réserves qui permettrait d'acheter des marchandises nécessaires au redressement économique. De plus, on se retrouve donc dans une situation d'endettement car l'Europe a acheté des armes aux États-Unis d'Amérique qui ont voté la loi *Lend-Lease* (Prêt-Bail) en 1941 : l'objectif est de prêter de l'armement aux alliés qui seront tenus de rembourser après la guerre.

Dépendante économiquement des États-Unis d'Amérique, l'Europe va se redresser grâce à l'aide financière de ces derniers par le plan Marshall, permettant la reprise de la croissance. Mais les pays de l'Europe ne vont pas retrouver la puissance économique antérieure à la guerre qui permettrait de faire contrepoids à la toute-puissance américaine, aux démocraties populaires et à l'expansion du Japon.

- Politiquement, la scène internationale est vide de sens :
 - L'Allemagne n'existe plus, n'a plus de gouvernement, de souveraineté. Pendant plus de 3 ans, les États alliés vont se partager la gouvernance du pays dans des zones d'occupation qui sont définies en s'attachant un démembrement, une démilitarisation, une dénazification et une décartellisation.

- L'Italie de Mussolini (renversé en 1943) a un gouvernement pro-allié. Mais le pays reste très diminué puisqu'il est considéré comme un État vaincu et ne participe pas aux préparatifs d'après-guerre.
- La France, en raison de sa défaite et de sa collaboration avec le régime nazi, se retrouve dans une situation très difficile et est exclue de toute décision prise par les alliés. Cependant, Churchill voyant que la France pourrait tenir un rôle important dans le futur de l'ordre mondial réussit à convaincre ses homologues de laisser l'hexagone participer aux réunions.
- Le Royaume-Uni qui est considéré comme un vainqueur a un prestige politique intact même si sa puissance économique n'existe plus. Son rôle politique, lié à l'économie, en fait un allié très proche des États-Unis d'Amérique.

Les peuples soumis à la domination coloniale vont tirer les conséquences de cette faiblesse pour revendiquer l'indépendance (processus de décolonisation d'après-guerre qui affaiblit d'autant plus les pays d'Europe sur le plan politique). Le Royaume-Uni se trouve confronté aux revendications indépendantistes de l'indien Mohandas Karamchand Gandhi – plus connu sous le nom de Mahatma Gandhi –, qui fait s'effondrer le « mythe de l'homme blanc ».

B. L'Europe divisée

Deux problèmes majeurs se posent à la fin de la guerre : 1° la situation berlinoise ; 2° le gouvernement de la Pologne. En conséquence, deux grandes conférences vont se tenir en 1945 : la conférence de Yalta et la conférence de Postdam. Elles augurent malheureusement la fin de la Grande Alliance.

- La conférence de Yalta (4 - 11 février 1945). Les alliés se réunissent dans la ville balnéaire russe de Yalta (sur les bords de la mer Noire) pour discuter de l'après-guerre, optimistes quant à leur victoire. Elle réunit les trois grands vainqueurs : les États-Unis d'Amérique (Th. Roosevelt), l'URSS (J. Staline) et le Royaume-Uni (W. Churchill).



1 Winston Churchill, Theodore Roosevelt et Joseph Staline lors de la conférence de Yalta.

Il y a un partage des responsabilités au fur et à mesure de la libération des territoires allemands. Ils déclarent l'Europe prochainement libérée du joug nazi et s'engagent à faciliter, dans les pays déjà libérés, la mise en place d'élections libres facilitant la formation de gouvernements.

L'Allemagne : en mai 1945, les troupes russes vont enfoncer l'est de l'Allemagne alors que les alliés sont à l'ouest. Une fois les troupes de l'axe écrasées, ils font jonction. Les chefs d'état alliés coopèrent, discutent, travaillent main dans la main

mais l'après-guerre s'annonce difficile puisque les modèles soviétique et libéral s'opposent. Des réunions, avec des questions très pragmatiques, sont organisées, par exemple : Comment va se passer l'administration des territoires pendant la période de transition ? S'agissant de l'Allemagne, on crée 3 puis 4 zones d'occupation et un partage de Berlin qui se retrouve dans l'enclave soviétique. Mais la ville est un enjeu capital, les alliés vont donc aussi partager l'administration de la capitale (avec une division en 4 zones).

L'Autriche : le pays retrouve son autonomie politique mais reste occupé militairement par les 4 puissances.

La Pologne : le cas de la Pologne est lui aussi soumis à un commun accord. Le pays a 2 gouvernements : 1° l'un en exil depuis 1939 à Londres, qui est le gouvernement légitime qui a coupé ses liaisons avec les soviétiques à cause de l'exécution d'officiers à eux par les Russes ; 2° l'autre est un gouvernement communiste établi par l'URSS dans la ville de Lublin. Il est donc convenu que serait mis en place un gouvernement mixte en attendant des élections libres.

- La conférence de Postdam (17 juillet – 2 août 1945). Entre la conférence de Yalta et celle de Postdam, plusieurs acteurs majeurs ont été remplacés : 1° Pour les États-Unis d'Amérique, Franklin Roosevelt meure et Harry S. Truman prend lui succède. Si le Général était confiant envers l'URSS de Staline, son successeur est plutôt anti-communiste ; 2° pour le Royaume-Uni, Winston Churchill est battu aux

élections législatives par un membre du parti travailliste, Clement Attlee, qui n'a pas son charisme. Malgré ces changements, demeure encore le « Père des peuples » représentant l'URSS, Joseph Staline.



2 Clement Attlee, Harry S. Truman et Joseph Staline.

Sur le plan diplomatique, la situation va rapidement se crisper. Pendant la guerre, les soviétiques ont annexé les États baltes

et réclament les territoires se rattachant à la Biélorussie et à l'Ukraine. Entrés en Pologne par l'est, les russes souhaitent redéfinir les frontières du pays forcé à abandonner ses terres prises à l'URSS en 1921 et se voit contraint de déplacer son territoire vers l'ouest (*i.e.* principe du déplacement des frontières). Ceci entraîne une migration importante de 2 millions d'Allemands et tout autant de Polonais.

Les points de friction : les occidentaux considèrent que la frontière germano- polonaise sur l'Oder-Neisse n'est que provisoire ; l'Allemagne doit payer des réparations, mais les soviétiques ne pourront se payer que sur leur zone d'occupation et ne recevront que 10 % des réparations payées par les autres.

- Vers la fin de la Grande Alliance. Le Conseil des ministres des affaires étrangères prépare les traités de paix des alliés de l'Allemagne. Des organismes quadripartites prennent en charge l'administration commune de Berlin et du reste de l'Allemagne.

Joseph Staline s'inquiète de la possession par les États-Unis d'Amérique de la bombe atomique. Il craint aussi le relèvement trop rapide de l'Allemagne, alors que les Américains ont suspendu l'aide que l'URSS recevait au titre du *Lend-Lease*. De leur côté, les occidentaux constatent que les communistes s'emparent des postes clés dans les pays de l'Est avec l'appui de l'armée soviétique (Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Pologne). Dès le 5 mars 1946, Winston Churchill dénonce, dans un célèbre discours à Fulton (USA) : « De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale / *From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic an iron curtain has descended across the*

Continent. Behind that line lie all the capitals of the ancient states of Central and Eastern Europe ». Il se plaint donc d'un glacis sur l'Europe causé par l'URSS et la création d'États-tampon entre l'Ouest et elle. Les soviets avancent dans le continent et vont s'arranger pour truquer les élections de certains pays afin d'assurer le gouvernement aux communistes et ainsi étendre un peu plus la vague rouge qui se trouve sous la juridiction de Moscou.



3 Klement Gottwald annonce la prise de pouvoir de son parti à Prague, 25 février 1948.

En Tchécoslovaquie, « le Coup de Prague » de 1948 montre la détermination russe. Alors que les élections donnent à trente-huit pour cent (38 %) le Parti Communiste perdant, ce dernier profite du climat insurrectionnel pour faire pression sur le nouveau gouvernement jusqu'à reprendre le pouvoir.

Les partisans Yougoslaves ont quant à eux plus de chance. Le Maréchal Tito, qui incarne la résistance entend bien gouverner son État en toute souveraineté. Il souhaite établir une politique d'indépendance vis-à-vis de la Russie. Joseph Staline prend ceci comme de la provocation et va diaboliser Tito qui sera considéré comme un fasciste. Au sein de la guerre froide la

Yougoslavie va adopter une politique indépendante des blocs, volonté de non-alignement.

La Finlande, a été contrainte de s'allier avec l'Allemagne durant la guerre. L'Union Soviétique, présente sur son sol, laisse les Finlandais s'organiser à la fin de la guerre, le PC finlandais étant très puissant au sein du pays. Cependant, pour qu'il n'y ait pas de trucage et que le parti désigné par le peuple soit effectivement au pouvoir, deux conditions sont mises en places : L'URSS retire ses troupes contre la signature d'un traité d'alliance militaire et la concession de bases soviétiques sur le territoire finlandais ; la Finlande doit adopter une politique de non-alignement avec l'Ouest.

Autre pays sauvé, l'Autriche qui va décréter son indépendance et sa neutralité. Finalement, toutes ces divisions vont entraîner une politique dite de blocs.

Paragraphe 2 : Les nouvelles alliances : la politique des blocs

A. Bloc occidental (Europe occidentale, Japon, Moyen-Orient)

Aspect politique : doctrine Truman de l'endiguement

(11 mars 1947). A partir de 1946, les Américains vont sortir de leur isolationnisme en raison de l'appel au secours du Royaume-Uni. La Grande-Bretagne a pour mission la transition dans de nombreux pays (sort de la Turquie et de la Grèce où les tensions sont extrêmement fortes) mais en raison de sa situation économique l'aide américaine est bienvenue, permettant au président américain Harry S. Truman de mettre en place une doctrine portant son nom



4 Le président américain Harry S. Truman.

(doctrine Truman). En Turquie, les communistes veulent détenir les détroits (du Bosphore et des Dardanelles) et exercent des pressions diplomatiques fortes. En Grèce, depuis 1945, s'est constituée une guérilla procommuniste qui s'oppose au gouvernement soutenu par les britanniques ; confortée par sa victoire sur l'ennemi nazi, la Grèce risque de glisser du côté communiste du « rideau de fer », alors que le gouvernement central livre bataille contre les guérilleros. Harry S. Truman demande alors d'accorder une aide financière pour aider les Britanniques en Grèce. A l'image de la Grèce, on constate que si les États-Unis d'Amérique n'interviennent pas pour aider les pays européens, un certain nombre d'entre eux basculeront du côté soviétique. Le président américain présente le 11 mars 1947 sa doctrine et déclare dans son discours que l'URSS est un « État impérialiste ». Son objectif est d'aider les peuples libres à forger leur propre politique, Truman propose une aide financière à tous les pays qui voudraient rester « libres » en combattant le communisme. Il définit ainsi la politique **de l'endiguement (containment)**, qui doit permettre de contenir les zones d'influence soviétiques et à faire en sorte que l'on reste à un *statut quo* des rapports de force entre les deux blocs ; la Turquie et la Grèce en bénéficient immédiatement. Comme le défend le diplomate américain Georges Kennan, « il est clair que l'élément principal de toute politique des États-Unis vis-à-vis de l'URSS doit être un endiguement à long terme, patient, mais ferme et vigilant des tendances expansionnistes de la Russie ».

Discours d'Harry S. Truman le 11 mars 1947.

« Je crois que les États-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains. Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier, indispensable à la stabilité économique et à une vie politique cohérente. »



5 « Toutes nos couleurs au mât », affiche en faveur de l'Europe.

Aspect économique : le Plan Marshall (5 juin 1947). Du nom du secrétaire d'État des États-Unis de l'époque, ce plan instauré en 1947 prévoit une aide durant 4 ans aux états européens. L'Amérique investissait déjà en Europe mais avec insuffisance ; désormais, elle prête de l'argent, sous forme de biens d'équipement principalement achetés aux États-Unis. Cette aide, associée au commerce, permet en outre de trouver une idée politique dans le fait qu'il faille rapidement reconstruire pour éviter le communisme dans les pays d'Europe de l'ouest, entraînant **l'institution de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) le 16 avril 1948**. Au lieu de réserver ce plan aux occidentaux, les américains le proposent à toute l'Europe, permettant ainsi de tester les pays d'Europe de l'est. L'URSS va dénoncer cette manœuvre impérialiste et va ordonner que les pays satellites communistes refusent l'aide américaine.

Au final ce sont 16 pays qui acceptent de signer le Plan Marshall à Paris en juillet 1947. Ceci va entraîner une guerre dans le gouvernement tchécoslovaque et amènera les communistes au pouvoir, grâce à une intervention de l'URSS.



6 Signature du traité de l'Atlantique Nord.

Aspect militaire : l'« Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ». Sur le plan militaire, les américains lancent le projet de l'OTAN qui a pour but de permettre une défense internationale en cas d'attaque du bloc communiste. La signature se fait le 4 avril 1949, avec la France, le Benelux et le Royaume-Uni, le coup de Prague étant considéré comme une sérieuse menace des soviétiques sur le sol européen du fait de leur avancée sérieuse vers l'ouest. Ces pays n'ont par ailleurs plus

d'armée puissante capable de les défendre en cas d'attaque frontale de l'armée soviétique. La seule condition américaine est une présence sur le sol européen pour pouvoir montrer à l'ennemi sa possibilité d'agir rapidement en cas d'attaque.

Dans un même temps, les européens vont tenter de former une force militaire européenne qui est entre autre destinée à réarmer l'Allemagne, mais le Parlement français refuse et force à l'annulation du projet.

B. Bloc oriental (Europe centrale, Europe orientale)

Aspect politique : le **Kominform** et la « doctrine Jdanov ». En septembre 1947, l'URSS et les pays du bloc forment le **Kominform**, qui permet une communication entre les états soviétiques. A l'intérieur, se trouvent : l'URSS, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et se joignent aussi à eux les partis communistes français et italien. Par ailleurs, Andreï Jdanov, va lancer en réponse au plan Marshall, la « **doctrine Jdanov** », qui permet une aide économique aux pays du bloc oriental. Comme le dit lui-même, « deux clans sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste antidémocratique qui a pour but essentiel l'établissement de la



7 Andreï Jdanov (1896-1948).

domination mondiale, de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie, et d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme. »

Aspect économique : le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM). Il y a par ailleurs, la formation du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) – ou *COMECON* en anglais –, les 5-8 janvier 1949 et par lequel il est question de reformer une industrie puissante devant devancer les États de l'ouest. Le projet se base sur une spécialisation des États sans un domaine particulier. Au final, au lieu d'aider les pays à se reconstruire et à s'enrichir, l'URSS va pomper l'argent pour ses propres besoins.

Aspect militaire : le Pacte de Varsovie. Créé le 14 mai 1955, il doit permettre de protéger le bloc en cas d'attaque. L'URSS n'ayant pas directement répondu à la question de l'OTAN, ce pacte militaire défensif apparaît bien plus tard et regroupe l'URSS, l'Albanie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

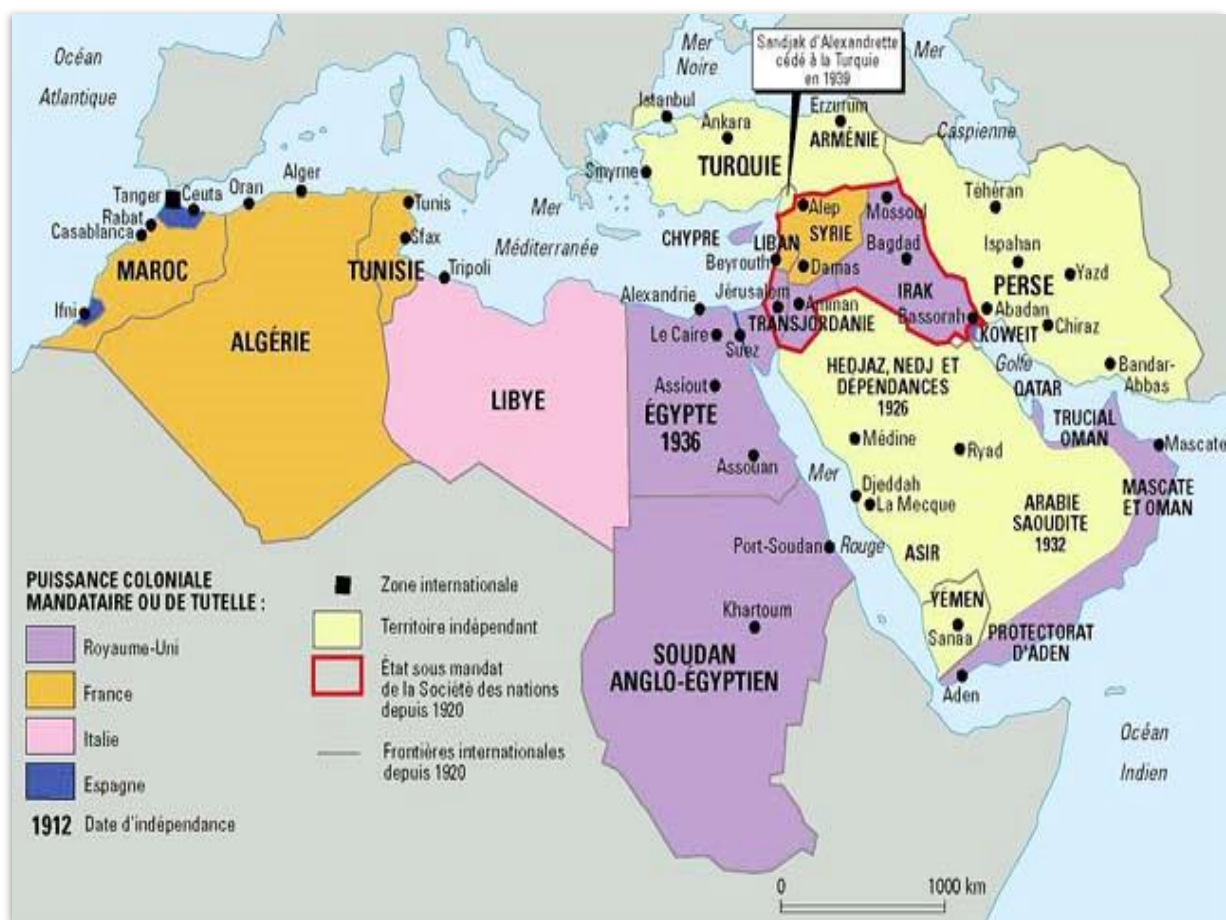
Paragraphe 3 : De nouveaux États

A. Processus de décolonisation

Après la Seconde Guerre mondiale, on a deux types d'états soumis à la domination coloniale :

1° États sous domination coloniale : le chapitre 11 de la Charte des Nations Unies qui porte sur la déclaration des nations unies sur les territoires autonomes n'a pas pour objectif de mener ces territoires jusqu'à l'indépendance. L'ONU engage toutefois les pays colonisateurs à développer le pays sur le plan économique, social et politique.

2° États sous mandat ou sous tutelle : les mandats sont une modalité d'administration internationale créée par la Société Des Nations (SDN). Il s'agit des territoires issus des colonies allemandes et ceux issus du démantèlement de l'empire ottoman. Ils sont supervisés par la société des nations mais déléguée à une des puissances victorieuses pour le compte de la SDN. L'État mandataire a une mission sacrée de civilisation consistant dans la perspective paternaliste colonialiste, à amener les peuples progressivement à un niveau social, culturel et politique satisfaisant pour les amener à l'autodétermination. La tutelle est le régime mis en place à la disparition du mandat de la SDN qui fonctionne sensiblement de la même façon, les territoires sous mandat deviennent des territoires sous tutelle.



8 Les puissances coloniales mandataires ou tutélaires en Afrique du nord et aux Proche et Moyen Orients.

La politique de décolonisation se matérialise dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960 : Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le développement économique, politique et social ne doit pas être un prétexte pour repousser la date d'accession à l'indépendance de ces pays.

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux – Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960

1. La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales.
2. Tous les peuples ont le droit de libre détermination ; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel.
3. Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance.
4. Il sera mis fin à toute action armée et à toutes mesures de répression, de quelque sorte qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants, pour permettre à ces peuples d'exercer pacifiquement et librement leur droit à l'indépendance complète, et l'intégrité de leur territoire national sera respectée.
5. Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes.
6. Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies.
7. Tous les États doivent observer fidèlement et strictement les dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la présente Déclaration sur la base de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et du respect des droits souverains et de l'intégrité territoriale de tous les peuples.

1) La première phase de décolonisation (1945 – 1955)

a. Le Proche-Orient

Les premiers pays du Proche-Orient à obtenir leur indépendance sont des pays sous mandat français – qui a expiré –, il s'agit du Liban (novembre 1943) et la Syrie (avril 1946).

Le processus d'indépendance va se poursuivre par la fin du protectorat britannique en Transjordanie (mars 1946) et va finir par une focalisation sur le statut de la Palestine également dirigé par la Grande-Bretagne.

Déclaration Balfour du 2 novembre 1917.

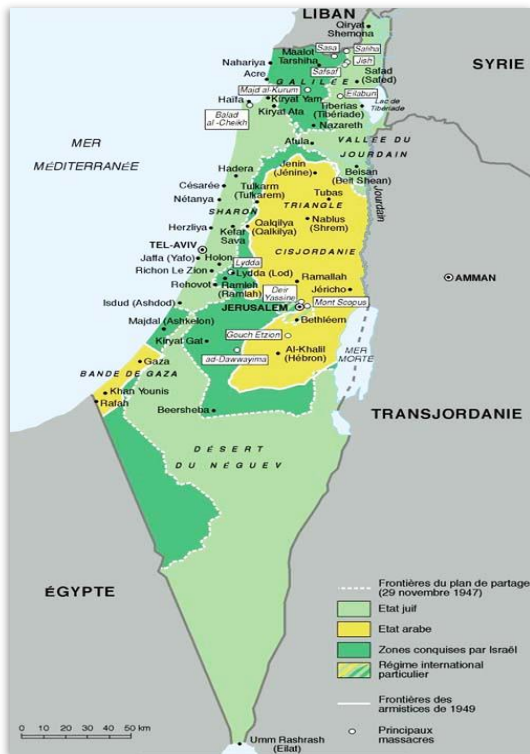
« Cher Lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du Gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante, sympathisant avec les aspirations juives sionistes, déclaration qui, soumise au cabinet, a été approuvée par lui.

Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays.

Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

— Arthur James Balfour (*Foreign Secretary* britannique).



9 La Palestine, 1947-1949.

une victoire de la jeune armée israélienne. Ceci va permettre de redéfinir clairement les frontières, notamment par la prise de contrôle de zones palestiniennes, agrandissant ainsi leur territoire. Renforcé par cette victoire, le pays obtient, le 11 mai 1949, une place à l'ONU. Les conséquences de cette guerre sont le déplacement de 750 000 palestiniens en dehors des frontières d'Israël et tout autant de juifs devant rentrer au pays. Pour les pays arabes, c'est une catastrophe.

Après la Première Guerre mondiale, le sionisme juif avait fait revenir de nombreux israéliens en Palestine pour y fonder une nation. Depuis, des organisations prônaient l'organisation d'un État juif en Palestine décidant l'ONU à ouvrir une commission d'enquête. Il est ressort finalement un accord, mais à la condition qu'un État palestinien soit aussi autorisé, ce qui permettra la création de deux territoires sur une même région. La Grande-Bretagne laisse donc le commandement de la zone aux Israéliens le 14 mai 1948, alors que la proclamation de l'État d'Israël n'est officielle qu'après le départ des britanniques. Dès sa formation, l'État est reconnu par les deux grandes puissances. Les États arabes décident donc d'attaquer Israël qui, selon eux, n'a pas raison d'être. La guerre israélo-arabe va durer du 15 mai 1948 au 10 mars 1949 et va se solder par

b. Asie du Sud-Est

En Inde, la décolonisation négociée par Lord Mountbatten, alors Vice-Roi des Indes, va se passer grâce à Gandhi qui représente le Congrès national indien. Les Britanniques reconnaissent cette indépendance et laissent les Indiens régler le problème des nouvelles frontières ainsi que celui de la formation d'un gouvernement autour d'une population indoue et d'une population musulmane. La solution est la séparation des communautés avec la création de deux États le 15 août 1947 : l'État indien (laïque) et l'État pakistanais occidental et oriental (musulman). Les deux États se battent néanmoins pour la possession du Cachemire avec une ligne de front séparant les positions des deux nations, ainsi que des territoires indiens



occupés par la Chine. Les conflits vont engendrer une guerre et ces pays vont acquérir l'arme nucléaire.

Les Philippines, sous domination américaine obtiennent leur indépendance après la Seconde Guerre mondiale (4 juillet 1946).

L'Indonésie quant à elle hollandaise sous domination hollandaise – sauf la portion est du Timor Oriental qui restera sous domination portugaise jusqu'en 1975 –, se voit envahie par le Japon durant la Seconde Guerre mondiale durant laquelle les Japonais mettent en place un pouvoir nationaliste qui va coopérer avec eux. Deux jours après la reddition du Japon, le 17 août 1945, Soekarno et Mohammad Hatta proclament l'indépendance du pays et deviennent respectivement le premier président et le premier vice-président du pays. Les Pays-Bas tentent alors de rétablir leur pouvoir provoquant une lutte diplomatique, un conflit armé et une révolution sociale appelée *Revolusi*. Cette période s'achève

le 27 décembre 1949 avec la création de la République des États-Unis d'Indonésie, les Pays-Bas reconnaissent l'indépendance partielle du pays.

Même situation avec l'Indochine, avec le Sud Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Chine et la Birmanie.

Pendant la Seconde Guerre mondiale les Japonais prennent pied sur le territoire de l'Indochine et l'administration de Vichy collabore avec eux. Lorsque les indochinois apprennent que les Alliés vont gagner la guerre, les vichystes sont priés de partir ; Hô Chi Minh va mettre en place le Viet Minh (*i.e. Ligue pour l'indépendance du Viêt Nam*), déclenchant la Guerre d'Indochine (16 décembre 1946 – 21 juillet 1954). Cette dernière s'achève suite aux accords de Genève de juillet 1954 où y seront signés les traités d'indépendance.

c. L'Afrique du nord

En Afrique, seuls trois pays ont acquis leur indépendance avant 1945 : l'Égypte (1936), l'Éthiopie (1896) et l'Union d'Afrique du Sud (1910). La décolonisation va débiter dans l'Afrique du nord avec les pays du Maghreb.

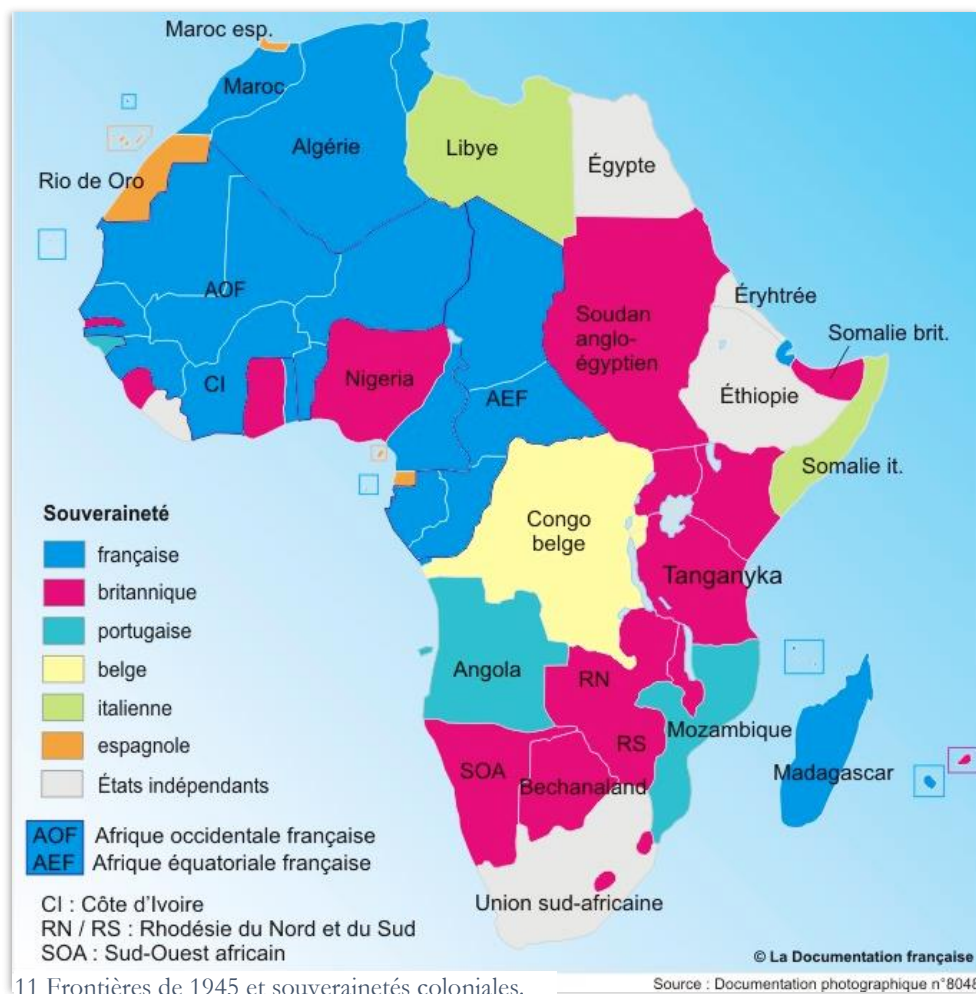
Jusqu'en 1954, la France adopte une politique répressive dans ses protectorats que sont le Maroc et la Tunisie. Ainsi, le sultan Mohamed V est exilé – successivement en Corse et à Madagascar – et Habib Bourguiba est arrêté à de nombreuses reprises. Après la défaite française en Indochine, Bourguiba obtient de Mendès France l'autonomie pour la Tunisie (1954) et le sultan revient triomphalement au Maroc (1955). En mars 1956, les deux pays accèdent à l'indépendance.

Le cas algérien est plus compliqué dans la mesure où l'Algérie est un département français depuis 1848 et qu'elle est perçue par beaucoup de Français comme étant partie intégrante du territoire. La guerre d'Algérie, qui débute en 1954 s'achèvera avec les accords d'Evian du 18 mars 1962 et permettra l'indépendance de l'Algérie le 3 juillet suivant. Durant les « événements d'Algérie », le Front de Libération Nationale (FLN) algérien se fait connaître dans des opérations terroristes puis une guérilla armée qui entraîne l'envoi de troupes militaires françaises ; ce qui n'était qu'un simple trouble à l'ordre public va devenir une guerre civile. Après une période de quasi-domination militaire de la France qui oppose les

deux partis, c'est l'orientation politique qui va changer avec, entre autre, le retour du Général de Gaulle en 1958 (et le putsch raté des généraux français). Très vite, Charles de Gaulle se trouve obligé de changer sa politique pour arriver à des négociations qui aboutiront à la fin de la guerre. Conséquence du conflit : les harkis (qui ont combattu au côté des Français) et les Pieds noirs (habitants d'origine européenne) sont forcés à l'exode et rentrent en France.

2) La seconde phase de décolonisation (1955 – 1975)

A partir de 1957, c'est la décolonisation de l'Afrique noire, avec cinq États dont la souveraineté est rejetée : la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, le Portugal et l'Espagne.



11 Frontières de 1945 et souverainetés coloniales.

L'Italie avait annexé la Libye (1911) et la Somalie italienne (1889) mais ces deux pays ont retrouvé leur indépendance au sortir de la Seconde Guerre mondiale, après mise sous tutelle, respectivement en 1947 et 1949.

Côté français, il faut mettre à part le Cameroun et le Togo dans cette décolonisation puisqu'il s'agissait de territoires allemands passés sous mandat français après la Première Guerre mondiale. Suite à la Seconde Guerre mondiale, ils sont mis sous tutelle, leur permettant d'obtenir leur indépendance respectivement le 1^{er} janvier et le 27 avril 1960.

Comme la France l'a fait avec l'Indochine, elle va proposer aux pays d'Afrique l'intégration à l'Union française après la proposition d'entrer dans la communauté des territoires d'outre-mer (TOM). Cette communauté a été permise par la loi-cadre Defferre de 1958 autorisant le gouvernement français à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. Ainsi, les relations internationales et la défense de ces pays reste assurée par la France et cette communauté va être acceptée par 11 territoires sur les 12, le seul à refuser étant la Guinée (indépendance en 1958). Cette organisation va simplement assurer la transition de ces territoires vers l'indépendance puisque dès 1960, la majorité de ces territoires (Bénin, Burkina-Faso, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) va acquérir son indépendance.

Côté britannique, il y a d'abord l'indépendance de la Côte de l'Or qui devient le Ghana en 1957, le Soudan en 1960, puis le Nigeria qui englobe une partie du Cameroun en 1961, la Sierra Leone à côté du Libéria (1961) ; en Afrique équatoriale, l'Ouganda acquiert son indépendance en 1962 puis le Kenya en 1963, comme le Tanganyka qui allié à l'île de Zanzibar vont former la Tanzanie la même année.

Les situations les plus difficiles se trouvent dans le Sud-est africain avec les Rhodésies, et autour de l'Union sud-africaine. Depuis 1910 les Afrikaners ont mis en place un système d'apartheid entre les noirs et les blancs avec une discrimination institutionnalisée bien plus difficile que la situation dans les États du sud des États-Unis d'Amérique. Si les Britanniques vont donner l'indépendance à des territoires comme le Malawi (1964) ou la Rhodésie du Nord qui va venir la Zambie en 1964, un conflit va éclater en

Rhodésie du Sud et où les blancs vont prendre le pouvoir et vont mettre en place un système d'apartheid jusqu'en 1980 où le pays parviendra à prendre son indépendance sous le nom de Zimbabwe.

Côté belge, sous la direction de deux leaders africains que sont Lumumba et Kasavubu, le Congo belge obtient son indépendance en 1960 sous le nom de Congo Leopoldville, puis Zaïre et aujourd'hui République Démocratique du Congo. Deux ans plus tard, le Ruanda-Urundi prend également son indépendance en scindant ce territoire en deux : le Burundi et le Rwanda. Ce dernier sera en proie à une importante guerre civile en raison de l'opposition entre ses deux ethnies (hutus et tutsis).

Côté espagnol, la Guinée Équatoriale prend son indépendance en 1968. Également, le retrait de l'occupation au Maroc en gardant uniquement deux enclaves (Ceuta et Melilla) ainsi que le Rio del Oro dans lequel jusqu'en 1976 les troupes espagnoles vont garder le contrôle. Lors de leur départ précipité, la guerre du Sahara occidental va éclater entre le Maroc et la Mauritanie face au Front Polisario et ne prendra fin qu'en 1991.

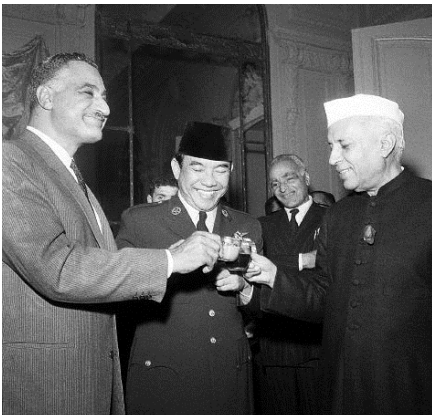
Enfin, côté portugais, ses colonies sont les dernières à regagner leur indépendance en raison du régime salazariste qui dirige le Portugal depuis 1933. Ainsi, l'Angola et le Mozambique vont obtenir leur indépendance en 1975 à la suite de guerres de décolonisation particulièrement sanglantes et coûteuses en vie humaine. Dès 1974, un coup d'État militaire va permettre de renverser le régime fasciste et contribuer à la mise en place de la démocratie avec la « révolution des Œillets ».

B. Positionnement des nouveaux États face aux blocs

Entre 1947 et 1975, ces nouveaux États qui arrivent sur la scène internationale sont polarisés par rapport aux grandes puissances avec d'une part l'Union Soviétique qui aura aidé l'indépendance de certains de ces pays et d'autre part les pays de l'ouest. On trouve aussi un nouveau mouvement, le non-alignement qui revendique une certaine neutralité par rapport aux blocs. Il trouve son point de départ à la Conférence de Bandung en Indonésie du 18 au 24 avril 1955.

1) La conférence de Bandung (18-24 avril 1955)

La conférence de Bandung réunit pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques dont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Jawaharlal Nehru (Inde), Soekarno (Indonésie) et Zhou Enlai (Chine). Cette conférence marque l'entrée sur la scène internationale des pays décolonisés du « tiers monde ». Ceux-ci ne souhaitent pas intégrer les deux blocs qui se font face menés par les États-Unis d'Amérique et l'URSS et choisissent le non-alignement.



12 Nasser, Soukarno et Nehru trinquant au succès de la conférence.

Ces pays ont accumulé un retard économique mondial et souhaite donc l'accélérer avec les revendications d'indépendance, de souveraineté et le désir de développement économique. Ils réfléchissent à un moyen d'exploiter correctement leurs ressources naturelles, sans avoir les financements nécessaires pour financer l'exploitation très coûteuse. Egalement, ils souhaitent bâtir un fonds favorable à l'émancipation des autres pays encore sous la dépendance coloniale.

Suite à cette conférence, Tito va étendre cette revendication sur les territoires européens à partir de juillet 1956. A ce titre, le mouvement des non-alignés n'est pas une organisation mondiale mais une suite de sommets périodiques qui permettent l'adoption d'un certain nombre de décisions, de déclarations, sinon d'orientations politiques qui vont être relayées au sein des Nations Unies pour demander un certain nombre de changements sur le plan international.

2) La conférence de Belgrade (1er au 6 septembre 1961)

Prolongeant la conférence de Bandung, elle réunit vingt-pays dont ceux qui vont devenir les trois grandes figures du mouvement des non-alignés : l'Inde (Nehru), la Yougoslavie (Tito) et l'Égypte (Nasser). L'objectif de la conférence est de participer au règlement des problèmes internationaux, le refus d'adhérer à une quelconque alliance militaire et le refus de



13 Nehru, Nasser et Tito lors de la conférence de Belgrade.

cinq

l'ordre économique et libéral enclenché par les États-Unis d'Amérique lors de l'après-guerre.

1) Époque d'invention normative

Dans la mesure où l'Organisation des Nations Unies offre à chaque État une seule voix, le Mouvement des Non-Alignés (MNA) va devenir majoritaire. Les pays le composant vont faire adopter un certain nombre de textes qui ne sont pas forcément effectifs dans la mesure où le MNA n'a pas les moyens de faire appliquer sa politique.

- Résolution 1514 (XV) *Déclaration sur l'octroi de l'indépendance au pays et peuples coloniaux*, du 14 décembre 1960. Les pays occidentaux exerçaient leur tutelle sur un certain nombre de pays, mais ce prétexte ne tient plus. Désormais, l'indépendance doit être accordée sans délai et sans condition.
- Résolution 1803 (XVII) *Souveraineté permanente sur les ressources naturelles*, du 14 décembre 1962. La plupart des sociétés travaillant les ressources sont des sociétés appartenant aux anciens empires coloniaux. Les nouveaux États vont donc exproprier les sociétés qui détiennent des exploitations pour les nationaliser.
- Résolution 2625 (XXV) *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre États*, du 24 octobre 1970. Il s'agit d'une sorte de codification des grands principes du droit international, où sont affirmés : 1° le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui dans un contexte de décolonisation signifie le droit à la décolonisation ainsi que le droit de choisir son propre système politique ; 2° le principe d'égalité souveraineté entre États, car ce que réclament ces derniers est le respect de leur indépendance ainsi qu'un traitement égal ; 3° le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures, avec pour aspect positif le fait que ces États en développement demandent la fin du néo-colonialisme sur le plan politique pour déterminer leur avenir politique et pour aspect négatif, le risque de favoriser la mise en place de régimes autoritaires voire dictatoriaux.
- Résolution 3201 (S-VI) *Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international*, 1^{er} mai 1974. Cette résolution codifie le rejet de la part des pays en développement du libéralisme économique appliqué à l'économie internationale et marque leur volonté d'une justice sociale.

Toutefois, ce Mouvement des Non-Alignés est beaucoup moins homogène qu'il n'y paraît *a priori*. Ces pays sont restés dépendants des conditions géopolitiques qui s'attachent à leur territoire, comme Cuba par rapport aux États-Unis d'Amérique, d'autres se permettent de montrer leur hégémonie, comme la Chine, qui souhaite se développer et risque d'attenter aux frontières de l'Inde ou du Tibet. Evidemment, ces États ont nécessairement des divergences – jusqu'à parfois être extrêmement divisés – en raison de l'existence de plusieurs tendances :

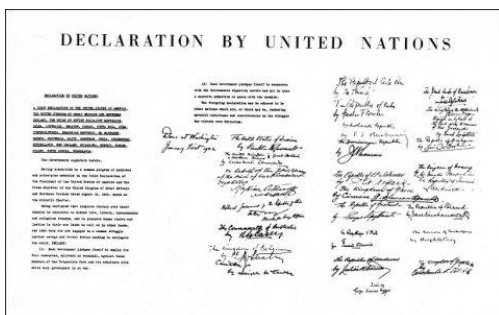
- Pays proches de l'occident : Philippines, Thaïlande, Turquie, Vietnam du sud.
- Tendance neutraliste : Inde, Indonésie, Égypte.
- Tendance communiste : Vietnam du nord et la Chine.

Paragraphe 4 : Les nouvelles organisations des relations internationales

Le 14 août 1941, le président américain Franklin D. Roosevelt et le premier ministre britannique Winston Churchill signent la Charte de l'Atlantique à l'issue de laquelle va naître de manière symbolique un nouveau système international. Un certain nombre d'États vont s'engager à respecter les critères de cette charte qui pose les bases de l'Organisation des Nations Unies (A) ainsi que d'organisations de l'économie internationale (B).

A. L'Organisation des Nations Unies (ONU)

- 1) Les éléments déterminants de l'ONU
 - a. L'objectif fondateur : la paix



14 Déclaration des Nations Unies (1942).

Suggérée par le Président des États-Unis d'Amérique, Franklin D. Roosevelt, l'expression « Nations Unies » apparaît au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle est utilisée pour la première fois dans la **Déclaration des Nations Unies du 1^{er} janvier 1942**, signée à Washington DC par vingt-six pays

dont les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, l'URSS et la Chine avec pour objectif de poursuivre ensemble la guerre contre les puissances de l'Axe.

Partis du constat d'échec de la Société des Nations, créée le 10 janvier 1920, dont le but était de faire sorte que la Première Guerre mondiale soit la dernière, américains et britanniques ont cherché une solution. En effet, la Société des Nations qui devait imposer le règlement pacifique des conflits avait mis en place une Cour Permanente de Justice Internationale. Toutefois, cette promesse projetée en 1919 n'a pu être tenue en raison de la montée en puissance du nazisme et de la non-ratification de la Société des Nations par les États-Unis d'Amérique. De fait, face à l'impossibilité dans les années 1930 d'empêcher les changements politiques, l'organisation se trouvera totalement impuissante sur de nombreux dossiers diplomatiques (invasion de la Mandchourie par le Japon (1931-1933), guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay (1932), invasion italienne en Abyssinie (1935-1936), réarmement de l'Allemagne (1936), guerre civile espagnole (1936-1939), seconde guerre sino-japonaise (1937-1945).

Les conférences de Moscou (30 octobre 1943) et de Téhéran (1^{er} décembre 1943) préconisent la création, à une date aussi rapprochée que possible, d'une organisation internationale chargée du maintien de la paix et de la sécurité. Le premier projet de l'ONU est élaboré au cours d'une conférence tenue dans un hôtel particulier de Washington appelé « Dumbarton Oaks », entre le 21 septembre et le 7 octobre 1944, où les représentants de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de l'URSS se mettent d'accord sur les objectifs, la structure et le fonctionnement d'une organisation mondiale. Il faut ainsi attendre la conférence de San Francisco pour que **la Charte des Nations Unies entre en vigueur après avoir été ratifiée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que de la majorité des autres signataires (i.e. 51 membres au total) le 24 octobre 1945.**

Corollaires de l'objectif de paix. En raison de vocation universelle, l'ONU a pour objectif de mettre en place une coopération mondiale entre l'ensemble des États membres. La tâche est ambitieuse car l'une des caractéristiques de la société internationale est qu'elle est par essence conflictuelle. Ainsi, deux corollaires sont mentionnés dans la charte des Nations Unies : 1^o l'article 2 §3 pose le principe du règlement pacifique de tous les différends internationaux, dont la liste de tous les moyens pacifiques mis à la disposition des États figure à l'article 33 ; 2^o l'article 2 §4 pose le principe de l'interdiction du recours à la force et le recours à la menace d'utiliser la force sauf si elle est utilisée par le Conseil de sécurité ou en cas de légitime défense.

Moyens mis au service du maintien de la paix. Pour atteindre cet objectif on utilise le système de la sécurité collective, à l'échelle mondiale, de la sécurité des États. Dans la mesure où les États sont égaux entre eux – des normes juridiques sont contenues dans le chapitre 7 de la charte – deux éléments viennent garantir la sécurité collective : 1° un élément préventif reposant sur les règles contenues dans la charte que les États doivent respecter ; 2° un élément correcteur qui vient corriger les déviations des États, à savoir l'utilisation de la force par le Conseil de sécurité.

Ainsi, les caractéristiques de la sécurité collective sont :

- Chaque État est impliqué dans ce mécanisme de sécurité collective. L'atteinte de la sécurité d'un État membre est considérée comme l'atteinte à la sécurité des autres États en raison du phénomène d'interdépendance, ce qui entraîne une réaction collective.
- Chaque État reste souverain et maîtrise donc sa propre sécurité. Chaque État a donc pour charge de développer sa propre armée.
- L'usage de la force est réglementé au niveau des Nations Unies. Un cadre normatif vient guider les États.
- La réaction collective est centralisée au sein du Conseil de sécurité. C'est à lui de déterminer à quel moment le recours de la force doit être employé.

b. Le respect des États

Désormais le droit international doit se préoccuper de ce qui se passe à l'intérieur des frontières. Les États se trouvent présents au cœur des instances décisionnelles et vont garder un rôle important en matière de maintien de la paix et de sécurité intérieure puisqu'ils disposent tous d'une unique voix.

L'égalité des États. En vertu de l'article 4 de la charte, les pays ayant accédé à l'indépendance peuvent devenir membre de l'ONU s'ils sont pacifiques, acceptent de suivre la charte et sont autorisés par le Conseil de sécurité. La coopération prévue au sein de l'ONU suppose l'adhésion de tous les États aux mêmes valeurs (homogénéité entre les États), puisqu'il est présumé que les États adhérant à ce système ont déjà entre eux des valeurs communes à travers cette adhésion à la Charte. Il faut affirmer que tous les États

sont égaux dans l'application du droit international, soit l'égalité de souveraineté dont le principe est posé à l'article 2 §1 de la charte. Tous les États sont soumis aux mêmes obligations. Seule cette égalité affirmée peut rendre possible cette réaction collective. Il convient toutefois de relativiser ce principe car : 1° il existe un certain nombre d'inégalités (économie, ressources naturelles, taille du territoire) permettant à certains États d'avoir davantage de poids sur la scène internationale ; 2° la composition du Conseil de sécurité met en cause le principe même d'égalité puisqu'il y a des membres permanents et non-permanents.

La non-ingérence dans les affaires intérieures des États. L'article 2 §7 de la Charte stipule que l'ONU ne peut intervenir dans les affaires intérieures. Là encore, il faut relativiser ce principe puisqu'il ne fait pas obstacle à l'application de mesures coercitives menées dans le cadre de l'application du chapitre 7 de la charte.

2) Les six organes principaux de l'ONU

Il existe six organes principaux de l'ONU, créés par la charte de 1945 : l'Assemblée générale (a), le Conseil de sécurité (b), le Conseil économique et social (c), le secrétariat (d), la Cour internationale de justice (CIJ) et le Conseil de tutelle (f). A noter qu'il existe des organes autonomes spécialisés, créés par des traités distincts de la charte, dans des domaines précis (OMS, OIT, *etc.*), ainsi que des organes subsidiaires qui assistent les organes principaux, comme le tribunal administratif de l'ONU.

a. L'Assemblée générale

L'Assemblée générale est l'organe plénier qui réunit tous les États membres de l'organisation. Ces derniers se réunissent lors d'une session annuelle ordinaire qui dure de septembre jusqu'à fin décembre ainsi que lors de sessions extraordinaires en fonction de l'actualité. Elle peut, en vertu de l'article 10 de la charte « discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus ». L'Assemblée générale établit des résolutions qui ont valeur de recommandation à l'égard des États membres. Si elle ne peut pas imposer ses décisions à ses membres, elle dispose de libertés sur son organisation interne et peut créer des organes

subsidiaries pour l'aider à accomplir telle ou telle tâche. Par ailleurs, elle constitue un organe électif qui choisit les membres temporaires du Conseil de sécurité et élit également : les membres du Conseil économique et sociale, le Conseil des tutelles, permet l'admission des nouveaux membres, participe à l'élection des juges de la Cour de justice avec l'organe de sécurité et nomme le secrétaire général des Nations Unies.

A l'intérieur de l'Assemblée générale on retrouve six commissions spécialisées sur les questions : politiques, économiques et financières, sociales, humanitaires et culturelles, de tutelle – notamment les territoires non autonomes, administratives, juridiques. Ces commissions vont préparer en amont le travail de l'Assemblée qui proposera ensuite des solutions.

Pour les questions importantes relatives au maintien de la paix, au budget, l'adhésion de nouveaux membres, le vote doit recueillir la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents et votants (on ne compte pas les absents ni les abstentionnistes). Les autres questions jugées moins importantes doivent recueillir la majorité simple des membres présents.

b. Le Conseil de sécurité

L'article 24 de la Charte stipule que : « afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil agit en leur nom ». Cet organe restreint de 11 États initialement et 15 aujourd'hui, est composé de 5 membres permanents, à savoir : États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France, et de 10 membres non-permanents élus pour une durée de 2 ans par l'Assemblée générale qui doivent représenter l'ensemble des continents. Pour changer les membres permanents, il faudrait amender la Charte.

La présidence du Conseil de sécurité change tous les mois par ordre alphabétique. Chaque membre dispose d'une voix, ce qui importe sur les deux types de décisions qui peuvent être prises : 1° celles d'ordre procédural (ordre du jour, fixation de la date de la séance) se votent à la majorité des 3/5, soit 9 votes pour afin d'adopter la décision ; 2° celles de fond nécessitent la majorité des 3/5 mais parmi les 9 votes nécessaires, il faut que figurent les 5 membres permanents, ce qui veut dire que ces derniers disposent d'un puissant droit de veto.

Il s'agit donc de l'organe central de la sécurité collective dont le système de maintien de la paix repose sur 3 propositions : 1° obligation de régler pacifiquement les différends entre États (Chapitre VI de la charte) ; 2° interdiction du recours à la force ; 3° centralisation du droit d'user de la force en vertu de l'article 24 de la charte et en application du Chapitre VII « Actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ». Ainsi, les États s'engagent à accepter les décisions du Conseil de sécurité qui a le pouvoir de décider de l'usage de la force armée.

Le Conseil dispose par conséquent d'un pouvoir de décision et peut donc imposer juridiquement ces dernières. De plus, il dispose de la possibilité de créer un État-Major des Nations Unies d'après l'article 47. En cas d'intervention militaire sous l'égide des Nations Unies, l'article 43 prévoit que des forces armées, des droits de passage nécessaires et des moyens humanitaires doivent être fournis par les États membres. Ils doivent donc mettre à disposition leurs armées et les moyens logistiques nécessaires demandés par le Comité d'État-Major. Toutefois, ce système sera gelé pendant la Guerre froide.

c. Le secrétariat

Le secrétariat a plusieurs fonctions. Administrative tout d'abord avec pour mission de gérer le personnel et préparer le budget, politique et diplomatique ensuite puisque la charte autorise le secrétariat à attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui serait dangereuse pour la sécurité collective (mission de veille), et peut également endosser le rôle de médiateur pour régler un différend. Ainsi, lorsqu'un conflit est constaté par le Conseil de sécurité, le Secrétaire général constitue les forces armées pour mettre en œuvre les décisions dudit Conseil.

Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire au sein de l'Organisation. Nommé par l'Assemblée générale qui se prononce sur recommandation du Conseil de sécurité, il dispose d'un mandat de 5 ans qu'il peut renouveler une fois. Si on le voit comme une sorte de président du monde qui pourrait définir la politique et pourrait résoudre tous les problèmes puisqu'il ne reçoit aucune directive d'aucun État, il n'est cependant que le serviteur de l'institution. Actuellement, il s'agit du portugais António Guterres.

d. Le Conseil économique et social

Il sert avant tout à résoudre des problèmes d'ordre socio-économique et comprend 54 membres élus par l'Assemblée générale selon une représentation géographiquement équitable. Ce Conseil dispose d'une compétence très étendue, puisqu'il peut : 1° demander des études, des rapports sur toutes les questions relatives de l'économie, du social, de la santé ; 2° formuler des recommandations ; 3° organiser et convoquer des conférences internationales ; 4° élaborer des projets de traités ou de conventions.

Pour l'assister dans son travail, des commissions spécialisées vont être créées au gré de l'actualité : Banque mondiale, FMI, UNESCO, OMS, FAO, OIT, *etc.* En pratique, le mouvement centrifuge va l'emporter puisque toutes ces organisations vont devenir des institutions quasi-indépendantes ; le Conseil économique et social va perdre de son importance bien qu'il connaisse un regain d'activité grâce au Mouvement des Non-Alignés.

e. La Cour Internationale de Justice (CIJ)

La Cour internationale de justice est l'organe judiciaire principal de l'ONU (art. 92 de la charte) et siège à La Haye. Composée de 15 juges élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pour un mandat de 9 ans renouvelable, elle statue sur le même mode de fonctionnement que le reste de l'organisation, à savoir : 1 juge = 1 voix. En cas de conflit, le président de la juridiction a une voix prépondérante. Lorsqu'un État n'est pas représenté par un juge de sa nationalité, on nomme un juge *ad hoc* ce qui rétablit alors une sorte d'égalité. Cela ne veut pas dire pour autant que les juges soient dépendants des États. Elle a deux types de compétence :

- Compétence contentieuse : elle connaît les litiges entre États qui touchent à un point de droit international. Puisqu'il ne s'agit pas d'une juridiction obligatoire, les deux États en litige doivent donner leur consentement. Une fois un accord trouvé et l'arrêt de la Cour rendu, les parties sont obligées de se soumettre à la décision de la Cour.
- Compétence consultative : elle peut rendre des avis sur un problème juridique après avoir été saisie par l'Assemblée générale, le Conseil de Sécurité ou une institution spécialisée.

f. Le Conseil de tutelle

Deux chapitres (XII et XIII) s'intéressent à la domination de territoires dans la charte. Actif pendant les phases de décolonisation où il avait pour mission d'appliquer le régime des tutelles afin d'accéder de manière progressive à l'indépendance – sous contrôle de l'ONU –, le Conseil de tutelle n'a presque plus d'utilité. En effet, le dernier pays sous tutelle sont les îles Palaos (sous tutelle américaine) jusqu'en 1994.

B. Les organisations de l'économie internationale

Au sortir de la guerre, l'Europe est ruinée, alors que les États-Unis d'Amérique sont de toute évidence la superpuissance mondiale. Ces États libéraux se sont peu à peu rapprochés afin de régler les problèmes économiques qui ont jalonné le monde depuis le milieu du XIX^e siècle. Durant l'entre-deux guerres, la multiplication des barrières mises pour bloquer les échanges a rendu le commerce difficile. La crise boursière de 1929 aux États-Unis d'Amérique a totalement remis en cause le système économique mondial. Ainsi, les démocraties libérales veulent lutter contre le protectionnisme et souhaitent l'ouverture des marchés en se montrant favorables au développement des marchés de libre-échange. Sont mis en place deux grands piliers pour ces changements, en premier lieu le système monétaire international (1) et le commerce international (2).

1) Le système monétaire international

Avec les **Accords de Bretton Woods de 1944**, deux principes normatifs sont mis en place :

- **Stabilité des taux de change.** Leur niveau de fluctuation ne doit pas excéder 1%. Une telle exigence s'explique par le fait que les variations entraînent des distorsions dans le commerce international. Des variations trop importantes impacteraient l'économie mondiale.
- **Convertibilité des monnaies.** Les monnaies doivent pouvoir être converties afin que les marchandises puissent s'exporter/s'importer. Dès lors, les États s'engagent à faire en sorte que leur monnaie soit convertible en dollar (maintien de la valeur du dollar au niveau de celle de l'or. En cas de décrochage, le risque est un effondrement du système monétaire international).

Les États vont choisir un système de parité des monnaies où elles doivent exprimer leur valeur par rapport à une certaine quantité d'or. Ce système semble être *a priori* le plus pratique bien que les américains aient, durant la Seconde Guerre mondiale, beaucoup exporté et ont donc amassé beaucoup d'or (ils détiennent ainsi près de 80% des réserves mondiales). Il est donc nécessaire que les États-Unis d'Amérique maintiennent la parité de leur monnaie car s'ils venaient à changer brutalement de politique monétaire, tout leur système serait automatiquement chamboulé. C'est un gage pour les américains d'autonomie et de puissance.

Ce système va fonctionner pendant une vingtaine d'années, tant que les américains auront une balance commerciale excédentaire. Ils vont perdre le contrôle de ce système à partir du début des années 1970 pour plusieurs raisons :

- La balance commerciale américaine est soumise à une tendance totalement inverse à celle de la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis d'Amérique procèdent à des transferts de leur réserve d'or vers des réserves étrangères ainsi que de leur réserve de dollars (l'or américain allant généralement en Grande-Bretagne, on assiste à un déplacement des flux monétaires euro-dollars) ;
- Leur commerce est déficitaire puisqu'ils importent énormément ;
- Durant la Guerre du Vietnam, les États-Unis d'Amérique vont envoyer des contingents sur place engendrant des coûts importants. À partir de 1963, on assiste à un investissement massif avec des dépenses faramineuses. La conséquence de ces dépenses est une inflation aux États-Unis, l'administration Nixon devant dévaluer le dollar afin d'endiguer l'inflation. Ainsi, tout ceci va conduire à l'écoulement du système monétaire. Désormais, les monnaies « flottent » de façon administrée. Les États vont laisser faire leur monnaie et répondront en cas de crise grave en injectant de la masse monétaire pour rétablir les fluctuations.

La convertibilité du dollar en or est abandonnée unilatéralement par les américains le 15 août 1971. Après une période intermédiaire, où l'on tente de maintenir tant bien que mal des parités fixes, le système des changes flottants est mis en place le 19 mars 1973, entériné par les Accords de Jamaïque de janvier 1976.

Les Accords de Bretton Woods permettent la mise en place de deux institutions :

- Le **Fonds Monétaire International (FMI)**. Il agit comme le gardien des deux normes précédentes. Le FMI a pour charge de contrôler les politiques monétaires des États avec pour objectif le maintien de la stabilité monétaire. Il peut ainsi autoriser des prêts lorsque les États connaissent des problèmes économiques chroniques à partir des ressources fournies par les États participant à cette politique. Avec la décolonisation, il va finir par devoir gérer des problèmes structurels des pays en voie de développement et va être obligé d'intervenir de façon très régulière, en vue de soutenir la parité entre les monnaies et de faire en sorte qu'elles soient convertibles, avec comme conséquence qu'il va prendre une importance de plus en plus grande vis-à-vis de ces États en développement.
- La **Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)**. Elle vise à la reconstruction des économies après la guerre et intervient en complément de l'aide bilatérale de l'aide économique américaine dans le cadre du Plan Marshall en aidant le financement de grands projets. La BIRD va devenir de plus en plus la banque pour le développement, faisant apparaître un parallélisme entre la FMI et la BIRD. Mais la Banque va aussi être confrontée à la situation des États sortant de la décolonisation qui vont avoir des besoins énormes concernant le développement des infrastructures. Elle devient par conséquent une banque essentiellement tournée vers les pays en développement en organisant des prêts, les établissant en fonction des règles établies par le Fonds Monétaire International.

Contrairement aux Nations Unies, ces organisations connaissent un système basé sur le vote pondéré. Chaque État a un nombre de voix défini par son apport financier, c'est-à-dire que celui qui apporte le plus d'argent va avoir le plus grand nombre de voix. Ce sont donc les gros financeurs qui décident, tout en mettant à disposition leurs fonds en fonction de leur politique.

2) Le commerce international

L'objectif de la fin de la Seconde Guerre mondiale est de créer une unité économique internationale que l'on retrouve dans le commerce. Les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne ont pour but de fonder une alliance économique pour faciliter les échanges commerciaux voire libéraliser le commerce international. Préférant aller vers une libéralisation des droits de douane et envisageant de bâtir une nouvelle organisation en faveur du commerce, plusieurs interventions voient le jour :

- **Charte de la Havane (1948) instituant une Organisation Internationale du Commerce (OIC).**
Dans son principe la Charte de La Havane s'opposait totalement aux principes du libre-échange de l'actuel OMC : elle proposait une approche très différente des conceptions actuelles du commerce international, le développement de chaque pays étant fondé sur la coopération et non sur la concurrence. Cependant, avec l'arrivée de Truman, la situation va poser problème, on trouve que le texte est soit trop libéral soit passé. Résultat, le sénat américain refuse de ratifier cette charte. Néanmoins les négociations continuent quelque temps, les clauses du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) étant utilisées pour régler les échanges internationaux dans l'attente d'une ratification. Cette charte est abandonnée en 1950. Il faudra attendre la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour qu'apparaisse un organisme chargé de réguler le commerce international.
- **General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), 30 octobre 1947.** Il s'agit d'une suite de réunions bilatérales entre États avec plusieurs sites de négociation. Elles forment avec ces concessions commerciales et certains éléments de la Charte de la Havane, le GATT. Principes du GATT : l'exclusivité de la protection douanière et le désarmement douanier progressif à travers des négociations ; la non-discrimination « traitement de la nation la plus favorisée » ; réciprocité et avantages mutuels ; traitement national.
- **Uruguay Round 1986 à 1994 :** Les États vont décider au terme du cycle de l'Uruguay Round de fonder, grâce aux **Accords de Marrakech le 15 avril 1994**, de former une nouvelle organisation, l'**Organisation Mondiale du Commerce**.

Section 2^e : L'évolution des blocs

Raymond Aron, philosophe, sociologue, politologue, historien et journaliste français du XX^e siècle, donne pour titre au premier chapitre de son ouvrage *Le grand schisme* (1948) : « paix impossible, guerre improbable » pour qualifier la guerre froide naissante. Si la formule est largement reprise pour qualifier l'apogée de la Guerre froide (1947-1962), se pose la question de savoir si on peut l'appliquer à l'ensemble de la période.

Paragraphe 1^{er} : Première phase de Guerre froide (1947-1953)

Trois événements sur le globe marquent l'opposition des deux blocs :

La crise de Berlin. La politique occidentale en Allemagne conduit les soviétiques à organiser le blocus de Berlin-Ouest en mai 1948 en vue de son annexion. L'URSS ferme toutes les communications routières et ferroviaires enclavant Berlin dans la zone soviétique ; l'objectif est de contraindre les occidentaux de quitter la ville. Un pont aérien est organisé par les américains et met l'URSS en échec. Le blocus est levé en mai 1949 mais la division de l'Allemagne est désormais inévitable.

La Chine : naissance d'un nouvel allié. Militaire anticommuniste, Tchang Kaï-chek est le Président du gouvernement central de la République de Chine (1943-1948) connu pour son nationalisme. Mao Zedong, président du Parti communiste chinois va ordonner aux troupes populaires de chasser les nationalistes de Kaï-chek, contraint de se replier sur l'île Formose qui deviendra Taiwan (l'un des quatre dragons suite au plan Marshall).

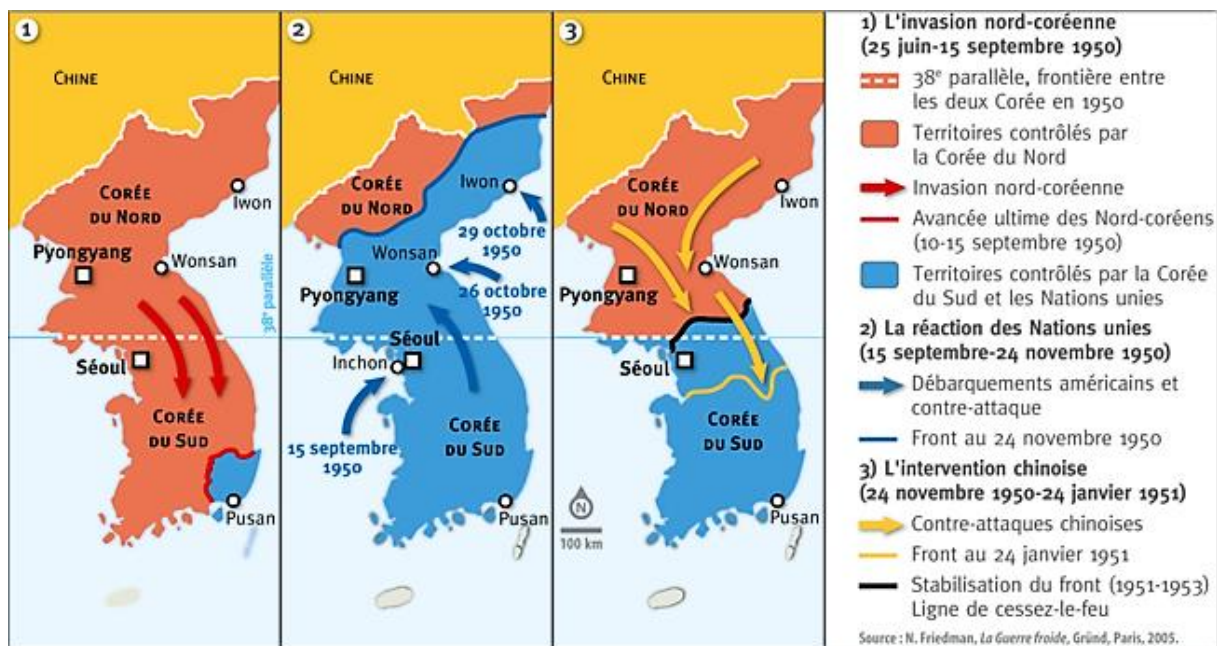
La République populaire de Chine n'étant pas reconnue par les pays membres du Conseil de sécurité, c'est le gouvernement nationaliste réfugié à Formose qui continue d'être représenté aux Nations Unies. En réponse, l'URSS pratique la « politique de la chaise vide » et ne viendra plus assister aux réunions des institutions des Nations Unies et ne fera son retour qu'en 1950 lors de la guerre de Corée.

La guerre de Corée. A Yalta, les trois grands se sont répartis l'occupation du territoire coréen et s'accordent sur une organisation commune en vue de la restauration d'un pouvoir en Corée. Le moyen le plus approprié est de faire entrer le pays dans un régime de tutelle, sous l'autorité des Nations Unies. L'idée

est que le territoire doit être provisoirement administré au nom de Nations Unies par des pays s'engageant à assurer cette tutelle jusqu'à l'indépendance du pays.

Cette tutelle est confiée à la Chine, la Grande-Bretagne, l'URSS et les États-Unis d'Amérique. Lors de la première réunion, des déboires se font sentir en raison de la vision différente des pays sur la conception de la vie politique en Corée. La question revient devant l'assemblée générale des Nations Unies qui décide, contre l'avis de l'Union soviétique, la création d'une commission temporaire de gestion de la Corée. Les soviétiques décident en conséquence de boycotter les travaux de cette commission. Toutefois, la zone nord reste sous le contrôle de l'URSS qui incite la formation d'un gouvernement procommuniste et désire annexer à terme la partie sud.

Le 25 juin 1950, les troupes nord coréennes franchissent les lignes et se dirigent vers Séoul.



15 La guerre de Corée (situation entre le 25 juin 1950 et le 24 janvier 1951).

Les États-Unis d'Amérique ne vont pas faire intervenir directement leur armée, mais vont passer par le Conseil de sécurité des Nations Unies car ils se trouvent dans une configuration exceptionnelle où l'on peut utiliser le système de sécurité des Nations Unies. Lors de la constitution de l'ONU, les cinq grandes puissances se sont dotées d'un droit de veto en matière de sécurité collective. Ce mécanisme ne

peut être mis en œuvre par l'URSS qui pratique la politique de la chaise vide et la Chine communiste n'y est pas reconnue.

Les résolutions 82 et 83 condamnent l'agression nord-coréenne et la résolution 84 du 7 juillet 1950 autorise les Nations Unies à intervenir en faisant usage de la force armée. Cette intervention se réalise sous la direction du général MacArthur qui est prêt à en découdre avec les forces nord coréennes. Il arrive à les repousser jusqu'à la frontière du 38^e parallèle puis lance une contre-offensive sur le territoire nord-coréen. La Chine envoie des militaires pour bloquer l'avancée américaine forçant MacArthur à évoquer une possible frappe de la Chine par l'arme atomique.

Première forme de diplomatie pratiquée au bord du gouffre, comme à Berlin, les deux protagonistes principaux vont apaiser les choses. Truman révoque le général MacArthur et de son côté Staline revient au Conseil de sécurité après s'être aperçu que son absence lui portait préjudice. Par souci de coexistence mutuelle – pacifique selon Andreï Jdanov –, l'armistice de Panmunjeom est signé le 27 juillet 1953. La Corée retrouve la situation de juin 1950 : divisée en deux États ennemis de part et d'autre du 38^e parallèle.

Paragraphe 2^e : La coexistence pacifique issue de la crise coréenne (1953-1956)

Dwight D. Eisenhower devient le 34^e Président des États-Unis d'Amérique le 20 janvier 1953 et participe à la fin de la crise de Corée. Quelques mois plus tard, Joseph Staline meurt, permettant à Nikita Khrouchtchev de devenir le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.



16 Nikita Khrouchtchev promouvant sa politique agricole.

Cette accession au pouvoir du politicien russe va favoriser la détente, notamment lors du XX^e congrès du Parti à l'occasion duquel il prononce le « discours secret » dénonçant les politiques répressives de Staline et enclenchant un assouplissement de l'appareil coercitif en Union soviétique. Acteur de la **déstalinisation de l'URSS** (*i.e.* remise en cause de la période stalinienne, dénonciation du culte de la personnalité de Staline, dénonciation des procès politiques truqués, affirmation de la diversité de voix menant au socialisme, possibilité pour les démocraties

populaires de fonder leur propre socialisme), il va tenter de réformer en profondeur l'Union soviétique, sans toutefois y parvenir.

La **crise égyptienne du canal de Suez** va être l'occasion pour les deux superpuissances de se mettre en avant. Si l'Égypte est indépendante politiquement depuis 1936, un contrôle franco-britannique du canal de Suez perdure. Après sa prise de pouvoir officielle, le Président Nasser envisage la construction la construction du barrage d'Assouan mais ne dispose pas des fonds nécessaires. Il se tourne alors vers les blocs mais ces derniers ne consentent à lui accorder leur aide que s'il décide d'entrer dans leur propre bloc. Les troupes anglo-américaines s'étant retirées un mois plus tôt, il donne un discours à Alexandrie le 26 juillet 1956 au cours duquel il annonce la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez – qui comportait une aide de la France et de la Grande-Bretagne –, pour financer la construction de son barrage. Les intérêts des deux pays européens étant menacés, l'Union soviétique les menace de représailles nucléaires en cas de poursuites offensives. Les États-Unis d'Amérique ne répondent pas présent car ils n'approuvent pas la politique coloniale de leurs alliés et ne veulent pas mettre fin à la période de détente. En conséquence, les Français et les Britanniques sont obligés de renoncer à leurs prétentions.

Paragraphe 3^e : Deuxième phase de la Guerre froide (1956-1962)

« **L'Octobre polonais** » et l'insurrection **Budapest (1956)**. Le 21 octobre 1956, le turbulent Władysław Gomułka est élu premier secrétaire du comité central du Parti communiste polonais. Il mène dans la foulée putsch réussi avec l'appui de l'armée et de la majorité du parti polonais. L'Union soviétique mobilise alors l'Armée rouge pour marcher sur Varsovie mais recule en



17 Des manifestants Hongrois sur un char de l'Armée rouge.

novembre après avoir reçu l'assurance que le gouvernement polonais ne serait ni anticomuniste ni anti-soviétique.

de

un

Souhaitant témoigner leur soutien aux ouvriers polonais, une révolte étudiante hongroise débute le 23 octobre 1956 et tourne rapidement à l'insurrection populaire (appelée insurrection de Budapest ou révolution de 1956). Toute une frange du parti communiste antistalinien du comité central hongrois permet à Imre Nagy de revenir à la tête du gouvernement. Le 28 octobre, il est nommé Premier ministre. Il forme alors un gouvernement pluripartite et exige une démocratie parlementaire, retire ses armées du Pacte de Varsovie le 31 octobre et, le 1^{er} novembre, proclame la neutralité de la Hongrie auprès des instances de l'ONU tout en appelant les grandes puissances à la garantir. Cette volonté d'indépendance est très mal reçue par le pouvoir soviétique qui fait pénétrer un millier de chars russes le 4 novembre. Janos Kadar est placé au pouvoir. La répression qui s'ensuit fait près de 20 000 morts et 15 000 déportés, tandis que des dizaines de milliers de Hongrois prennent le chemin de l'exil. Imre Nagy sera exécuté le 17 juin 1958.

La deuxième crise de Berlin (1961). L'origine de cette crise est le départ d'un nombre croissant d'allemands de l'est (RDA) vers l'ouest (RFA) afin de fuir le communisme. Par ailleurs, Berlin, enclavée dans la zone d'occupation soviétique, se retrouve divisée en 4 zones. Berlin offre donc une porte de sortie pour quitter l'est et rejoindre l'ouest, ce que font 3 millions de personnes sur les 15 millions que compte la RDA.

Khrouchtchev veut un nouveau statut de Berlin ; celui d'une ville démilitarisée placée sous le contrôle des Nations Unies. Les occidentaux ont été instruits par la crise de 1948 et connaissent les ambitions est-allemandes sur cette ville ; ils refusent par conséquent la proposition du dirigeant soviétique. La situation s'aggrave et on retrouve un système de protection entre les villes. En conséquence, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, les dirigeants entreprennent la construction d'un mur traversant Berlin. Sont mis en place plusieurs points de passage, ouverts aux habitants de Berlin ouest et pour les étrangers et les diplomates. Cependant, les allemands de l'est sont enfermés dans leurs zones. C'est le paroxysme de la guerre froide.

La crise de Cuba (1961-1962). L'île, qui vit constamment grâce au soutien des États-Unis d'Amérique, est dirigée par le Colonel Batista qui y fait appliquer un impérialisme américain paralysant pour la souveraineté nationale. Au début des années 1950, des guérillas souhaitent l'instauration de l'indépendance

et de la démocratie ; on retrouve à leur tête l'avocat Fidel Castro qui, en janvier 1959, renverse le pouvoir grâce au soutien américain !

L'affaire de la Baie des cochons (1961). Lorsqu'il prend le pouvoir, Castro tend la main à ses voisins mais souhaite une véritable souveraineté nationale. Face au refus de Washington, il décide alors de nationaliser les intérêts américains sans indemnisation. Cette initiative est très mal vue par le président John F. Kennedy qui décide les 16-18 avril 1961 de faire débarquer 1'500 exilés cubains avec l'aide de la CIA qui tentent de rallier la population ; c'est un échec qui est connu sous le nom de « l'invasion de la baie des Cochons ». En moins de deux jours, Kennedy refusant tout appui aérien, le gouvernement castriste tue ou fait prisonnier les exilés et le président américain doit négocier leur libération. Elle sera obtenue après 20 mois au prix de 53 millions de dollars en nourriture et médicaments. Castro devient une incarnation de l'antiaméricanisme et de l'anticolonialisme et c'est dans ce contexte que va naître la crise des fusées en 1962.

La crise des fusées (1962). La coopération entre Fidel Castro et l'URSS va s'intensifier. Parallèlement, les États-Unis d'Amérique considèrent que la présence d'un pays marxiste près d'eux est un danger. La solution pour protéger l'île de Cuba est d'y placer des ogives nucléaires capables de frapper l'est des États-Unis. Les missiles arrivent par cargos entiers en provenance de l'Union Soviétique. Un avion espion découvre les navires russes et les installations cubaines, les États-Unis craignent que les missiles ne puissent être utilisés contre eux. Deux stratégies se présentent à eux : 1° une stratégie offensive consistant à attaquer Cuba par des bombardements aériens pour détruire les missions ou procéder à une invasion militaire ; 2° une stratégie défensive consistant à prendre le matériel militaire arrivant par bateaux avec la mise en place d'un blocus naval tout autour de l'île. Les soviétiques décident de battre en retraite puisqu'il leur appartiendrait de prendre l'initiative d'un affrontement. S'ensuit un accord entre Kennedy et Khrouchtchev dans lequel les américains renoncent à intervenir sur le sol cubain pour renverser Castro en échange du rappel des bateaux soviétiques.

Avec cette crise naît le téléphone rouge permettant une communication ponctuelle pour régler un certain nombre de problèmes, à l'insu des acteurs locaux qu'ils ont instrumentés.

Paragraphe 4^e : Deuxième période de détente (1962-1979)

18 Blocus naval américain lors de la crise des missiles (1962).

Prépa Droit Juris'Perform

www.juris-perform.fr

6 bis bd Pasteur / 9 bis rue Saint Alexis 34000 Montpellier

Tel : 06 50 36 78 60

Aux États-Unis d'Amérique, John F. Kennedy, assassiné en 1963, est remplacé par Lyndon B. Johnson, tandis qu'en URSS, Nikita Khrouchtchev est remplacé par Léonid Brejnev en 1964.

- **Guerre du Viêt Nam.** Le nouveau président américain, favorable à une intervention militaire au Viêt Nam, va venir en aide aux sud-Viêt Namiens en investissant de manière croissante les États-Unis d'Amérique dans le conflit à partir de 1964. Ils vont s'y enliser, ce qui va leur coûter énormément économiquement, militairement et politiquement.
- **Printemps de Prague.** Profitant du désastre américain au Viêt Nam, les soviétiques vont tenter de réaffirmer leur *leadership* à Prague, en 1968. En effet, Alexander Dubček, appuyé par un certain nombre d'intellectuels tchécoslovaques, souhaite mettre un terme au parti communiste dictatorial contrôlant tout. Son programme va permettre d'ouvrir la presse, de tolérer le culte religieux, *etc.* Il y a toute sorte d'avancées qui permettent la progression de la Tchécoslovaquie, mais en août 1968 les troupes du Pacte de Varsovie répriment le printemps en envahissant le pays et en prenant Prague par les armes.
- **Reconnaissance mutuelle RFA-RDA (*Ostpolitik* – Willy Brandt).** L'Union soviétique en profite pour élargir sa domination dans les pays du tiers-monde, notamment en Afrique. Elle va essayer d'obtenir une reconnaissance par le *statu quo* territorial pour que soient reconnues les frontières issues de la Guerre froide. Cela trouve son origine dans la politique de l'*Ostpolitik* inaugurée par le chancelier fédéral allemand Willy Brandt nouvellement élu. L'idée de ce dernier est qu'avant de remettre en cause le *statut quo* territorial, il faut le reconnaître. Ainsi, il faut que la RFA reconnaisse la RDA et discute avec elle ; c'est une politique d'ouverture vers l'est qui laisse la porte ouverte à une future réunification de l'Allemagne. Cette renaissance mutuelle entre les deux parties du pays se fera à partir de 1968.
- **Arms control.** Les pays des deux blocs souhaitent une réduction des armements nucléaires mais aussi une régulation des armes conventionnelles qui soulignent une tentative d'équilibrage des forces. Cela passe par un cycle de conférences internationales qui vont réunir tous les États européens, le Canada et les États-Unis d'Amérique pour discuter de toute une série de problèmes européens. Il s'agit, pour l'Union soviétique, de la question de la sécurité et du désarmement conventionnel – éviter que les États européens ne massent des troupes autour de ses frontières – ainsi que de confirmer sur le plan politique le *statu quo* en Europe, pour les autres, le problème des droits de l'homme et notamment dans les démocraties populaires. Ces négociations se déroulent suivant le principe du *linkage* (*i.e.* on va lier les questions les unes aux autres). Dans ce cadre, les américains vont recevoir un accord des soviétiques

sur la question des droits de l'homme. Le processus va devenir un instrument politique dont vont se servir ceux qui souhaitent libéraliser le système communiste.

Ces négociations se font à partir de 1975 à Helsinki à l'occasion de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). **L'acte final de la conférence d'Helsinki a lieu le 1^{er} août 1975**, lorsque les chefs d'État et de gouvernement des États-Unis d'Amérique, de l'URSS, du Canada et des États européens de l'Est et de l'Ouest, à l'exception de l'Albanie, affirment l'inviolabilité des frontières nées de la Seconde Guerre mondiale. Ils encouragent la coopération entre les pays et affirment l'obligation de respecter les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales. Ils constituent le point d'orgue de la Détente.

Paragraphe 5^e : Troisième phase de la Guerre froide (1979-1985)

Trois événements marquants vont relancer une dernière fois la Guerre froide :

- **Intervention de l'URSS en Afghanistan, 1979.** Le coup d'État de Kaboul prépare le terrain pour une influence dans la région. On retrouve à la tête de l'État afghan des dirigeants pro-russes. Si les soviétiques décident d'intervenir pour appuyer un clan contre un autre, ils interviennent aussi d'un point de vue stratégique puisqu'ils arment les afghans pour assurer leur position dans la région asiatique, dans un contexte de tension grandissante avec la Chine.
Entrée sur un territoire qu'elle ne connaît pas bien, l'Union Soviétique va connaître son Viêt Nam dans cette guerre de guérilla complexe, avec des ennemis farouches, devenant l'un des facteurs parmi d'autres dans l'érosion politique. L'intervention de l'armée rouge en Afghanistan est condamnée par les États non-alignés et par les pays de l'est. Le *leadership* du tiers-monde portant une voix de juste milieu entre les deux blocs, bien que très souvent du côté de l'Union Soviétique, va dénoncer cette intervention comme une intervention impérialiste. En réaction, les américains lancent un embargo sur les livraisons de blé à destination de l'URSS et interviennent par l'intermédiaire du Pakistan en fondant la résistance sur les moudjahidines afghans. La paix ne sera signée qu'en 1988 entre les deux grandes puissances.
- **Répression de Solidarność en Pologne, 1980-1981.** En 1980, les ouvriers polonais, insatisfaits par leur niveau de vie, se retrouvent galvanisés par le syndicat Solidarność mené par Lech Wałęsa

(électricien sur les chantiers navals de Gdansk). Face au mouvement d'une rare ampleur, l'Union soviétique est contrainte à parlementer avec le syndicat. En 1981, Lech Wałęsa prend le contrôle du pays. L'état d'urgence est déclaré par le général Jaruzelski qui obtient les pleins pouvoirs – *i.e.* suppression des libertés individuelles, dirigeants arrêtés, suppression des syndicats – et permet à l'armée polonaise d'intervenir pour procéder à l'auto normalisation consistant au rétablissement de l'ordre et de la légalité sur son territoire. Lech Wałęsa est ainsi arrêté pendant près d'un an avant d'être placé sous étroite surveillance. Le syndicaliste reçoit le Prix Nobel de la paix l'année suivante et devient un interlocuteur obligatoire du régime. Les représentants de Solidarność obtiennent le pouvoir par étape et en 1989, Lech Wałęsa remporte les élections présidentielles.

- **Crise des euromissiles SS-20 c/ Pershing, 1981-1983.** En 1981, Ronald Reagan projette la Guerre des Étoiles puisque les scientifiques américains pensent avoir mis au point un système de défense anti-missiles. Au même moment, les soviétiques installent des rampes de missiles à moyenne portée (SS-20) capables de tomber sur les États occidentaux. Les États-Unis d'Amérique lancent alors un ultimatum : soit il y a une suppression totale des missiles pointés sur les pays d'Europe occidentale, soit les américains construisent aussi des rampes de missiles à portée intermédiaire (Pershing) dirigés sur l'URSS. Devant le refus russe de céder, les États-Unis d'Amérique construisent effectivement leurs rampes en Allemagne.

Finalement, l'Europe va être dotée d'une centaine d'ogives nucléaires pointées de part et d'autre. Dans cette troisième période de guerre froide on continue encore de voir s'exprimer le maintien de la férule soviétique sur les pays d'Europe de l'Est. Le dialogue ne reprendra progressivement qu'après l'avènement de Mikhaïl Gorbatchev en mars 1985.

Paragraphe 6^e : Troisième période de détente et fin de l'ère bipolaire (1985-1989)

L'URSS, extrêmement affaiblie, ne peut plus concurrencer les États-Unis d'Amérique. Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev tente de trouver une voie pour la survie de l'URSS. Son réalisme lui donne à voir une situation peu enviable pour l'Union soviétique, puisqu'il découvre un pays diminué politiquement. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le communisme semblait être l'idéal à atteindre mais il s'agit finalement pour l'URSS d'un pays dictatorial qui, d'un point de vue économique, est au bord de la faillite. Pour l'agriculture par exemple, on a 30% des investissements de l'État et 20% de la main-d'œuvre soviétiques tandis que pour les américains ces pourcentages sont de 3% d'investissement et 5% de main-d'œuvre. La conséquence est que, chaque année, l'Union soviétique doit importer du blé et tout ce qui touche à l'économie montre que l'URSS est en retard. Pour pallier ces faiblesses, Mikhaïl Gorbatchev instaure la *perestroïka* et la *glasnost* :

- **La perestroïka.** Il s'agit d'une restructuration dans tous les domaines (économique, militaire, stratégique). Il est question d'introduire le capitalisme, de relâcher la collectivisation des terres, de gérer les dépenses d'armement à tel point que l'Union soviétique se désarme face aux États-Unis d'Amérique. Elle signe le retrait de tous ses territoires que ce soit du point de vue militaire (Afghanistan) ou de leurs zones d'influence.
- **La glasnost.** Il s'agit d'une politique de transparence. En plus de cacher la vérité, l'URSS transmettait de fausses informations. C'en est fini de la propagande, des fausses informations, il est question de tout révéler. Lors de l'explosion du réacteur de Tchernobyl, Mikhaïl Gorbatchev ouvre ses frontières aux experts internationaux. Avant lui, il ne se serait rien passé. Cette transparence se traduit non pas par une libéralisation totale mais au moins par un assouplissement des mesures drastiques qui ont été prises auparavant, ce qui démonte aux occidentaux qu'il est de bonne foi et qu'il veut transformer l'URSS en profondeur.

Il s'avère au final que la politique conduite par le dirigeant soviétique ne va pas permettre de réformer l'URSS mais au contraire entraîner la décomposition du bloc soviétique et sonner la fin de l'URSS.

Section 3^e : L'équilibre de la terreur

L'apparition des armes nucléaires a entraîné une nouvelle vision de la guerre puisqu'auparavant rien ne permettait de comprendre qu'il était possible de raser une ville voire un pays avec quelques bombes. Ainsi, si le bombardement d'Hiroshima a rasé 80 % de la ville et a fait 66 000 morts, il ne s'agissait que d'une bombe de 14 kilotonnes de TNT. Avec la course à l'armement nucléaire, les grandes puissances sont arrivées à faire des bombes représentant 1 mégatonne, soit 1 million de tonnes de TNT. Une révolution stratégique s'est donc opérée, basée sur la dissuasion nucléaire (Paragraphe 1^{er}). En conséquence, des négociations internes vont être menées en vue de limiter ces armements nucléaires (Paragraphe 2nd).

Paragraphe 1^{er} : La révolution stratégique basée sur la dissuasion nucléaire

L'un des plus grands théoriciens de la guerre, l'officier général prussien Karl von Clausewitz, définissait la guerre comme une continuation de la politique par d'autres moyens. Pour lui, la guerre est un déchaînement barbare de violence, mais elle doit être avant tout un moyen pour le politique de réaliser ses objectifs. Dans la mesure où les pays défendent leurs intérêts, ils disposent d'une compétence de guerre qui agit comme un moyen de recours, parmi d'autres, pour régler des litiges. La possibilité de frappes nucléaires permet donc de dissuader politiquement toute tentative armée.

A. Définition

Lorsque les américains bombardent le Japon, ils sont à ce moment-là les seuls à disposer de l'arme nucléaire. Leur objectif n'est pas d'agir par sadisme en tuant des dizaines de milliers de civils mais d'après une réflexion rationnelle dans un but politique qui est la reddition totale de l'Empire japonais et qui permettra de faire en sorte que moins de soldats américains soient tués.

Face à la menace américaine, les soviétiques se dotent également de l'arme atomique, suivis en 1951 par la Grande-Bretagne, en 1960 par la France et enfin par la Chine en 1965. Dans cette configuration, où plusieurs puissances nucléaires existent, la guerre peut très rapidement dégénérer.

L'horizon stratégique de l'usage de l'arme nucléaire est l'annihilation totale du territoire qui ne peut pas être un but politique. Il n'y a pas de vocation politique à faire usage de l'arme nucléaire car plusieurs pays la détiennent et que les ripostes risquent d'embraser toute la planète. Les deux blocs prennent conscience de cette réalité, surnommée la **MAD** pour **Mutual Assured Destruction**. Cette dernière va conduire à un certain équilibre, chacun étant assuré de détruire l'autre. Il s'agit de l'**équilibre de la terreur**, qui donne naissance à la **politique de la dissuasion** qui consiste en la croyance de la part de l'adversaire que le coût de l'objectif qu'il recherche à atteindre serait disproportionné par rapport à l'avantage de la dissuasion.

B. Eléments de la dissuasion

Pour dissuader, il faut disposer du matériel nécessaire : la bombe, de quoi transporter la bombe (le vecteur) jusqu'à la cible :

- **L'arme.** S'il est difficile, il n'est toutefois pas impossible de créer l'arme en elle-même, puisque de nombreux États se sont mis en quête de cette dernière en camouflant leur objectif militaire par des programmes de nucléaire civil (par exemple l'Iran et la Corée du Nord).
- **Les vecteurs.** En plus de l'arme, il faut posséder des vecteurs (*i.e.* un moyen de transport qui permette d'acheminer les armes). Pour Hiroshima des bombardiers B29 ont transporté les armes. C'est probablement le vecteur le plus simple mais peut-être pas le plus sûr aujourd'hui puisqu'un bombardier peut être intercepté en vol. Après 1945, les services de recherche ont concentré leurs efforts sur des missiles qui puissent transporter les ogives à leur tête. Leurs travaux sont basés sur les découvertes des scientifiques allemands, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand les Nazis ont utilisé des bombes volantes transportant des charges explosives relativement importantes. Trois types de vecteurs sont principalement utilisés : 1° les missiles intercontinentaux (ICBM) ; 2° les missiles à portée intermédiaire (IRBM) ; 3° les missiles de croisière (*cruise missile*)

B. Stratégies de la dissuasion

Pour que la dissuasion s'exerce, il faut que le territoire ennemi soit vulnérable, l'empêchant d'opérer des représailles. Cela nécessite donc un calcul rationnel et une question de crédibilité.

1) Vulnérabilité du territoire ennemi

Pour éviter une vulnérabilité de son territoire, les pays ont eu recours à plusieurs méthodes.

- **Anti-Ballistic Missiles (ABM).** Ces missiles doivent arrêter les ogives en vol. Dans la mesure où l'arme nucléaire n'aurait plus d'intérêt, des négociations vont trouver un arrangement : chaque pays devra limiter la capacité de ses ABM de manière à conserver la vulnérabilité de la majeure partie de son territoire. Seraient seules protégées les capitales et les centres nucléaires des États.
- **Initiative de Défense Stratégique (IDS), 1983.** Ronald Reagan souhaite installer un bouclier de satellites au-dessus du territoire américain pour détecter et neutraliser les missiles intercontinentaux depuis l'espace. Evidemment, ceci a contribué à remis en cause le *statu quo* et donc à encourager la reprise de la Guerre froide. Cette question a progressivement été enterrée après avoir été creusée par George H. W. Bush et a été totalement enterrée par Bill Clinton.
- **Bouclier anti-missiles.** On désire aujourd'hui réaliser un système ABM beaucoup plus poussé, avec un blocage de tout type d'attaque sur le territoire américain et européen. Evidemment, les russes sont contre.

2) Capacité de représailles ou de « deuxième frappe »

Il ne peut y avoir de dissuasion que lorsqu'un État peut répliquer à une première attaque. Le but est de montrer à l'ennemi que le coût de l'attaque peut s'avérer plus important que son gain. La victoire ne sera donc pas le résultat de sa première attaque, il faut que celui qui est attaqué puisse répliquer et le faire encore plus fort de manière à affecter le territoire ennemi. Cela implique le développement d'un nombre suffisamment important de vecteurs voire d'avoir plus d'armes que l'attaquant, emportant une véritable course à l'armement entre soviétiques et américains.

Il faut aussi une dispersion suffisante des points de lancement sur le territoire et, éventuellement, avoir une capacité de lancement mobile, à l'image des sous-marins nucléaires.

3) Calcul rationnel

Dans cette doctrine de la dissuasion, on compte sur la rationalité de l'adversaire puisqu'il faut montrer à l'ennemi que le coup de son attaque sera plus élevé que le gain qu'il peut en escompter, c'est donc un calcul rationnel, pour que ce principe soit maintenu, il est nécessaire de d'informer l'ennemi sur les capacités de destruction. Ainsi, il faut qu'il sache qu'il y a une capacité de seconde frappe et donc un risque de tout perdre en cas d'attaque. Si les blocs communiquent sur leur puissance nucléaire, il faut aussi laisser une marge d'incertitude qui repose sur le calcul rationnel mais également sur la peur de l'engrenage. En définitive, on retrouve une certaine irrationalité, puisqu'il faut que chacun s'abstienne pour éviter une catastrophe nucléaire. Ce mélange va conduire les adversaires à se tester pour savoir jusqu'où il est possible d'aller, d'où la succession des crises.

4) La crédibilité

Elément qui recoupe en partie l'élément de seconde frappe, c'est d'abord la possession d'un arsenal suffisamment important capable d'impressionner son adversaire. Il faut donc progresser constamment, d'où les budgets prévus pour ces armes pendant la Guerre froide. Progression quantitative (USA = 1000 ogives en 1953, 32 000 en 1967 et 7 000 aujourd'hui [contre 7 500 pour les russes]) mais aussi qualitative puisque l'on crée des bombes de plus en plus puissantes et on met au point des vecteurs de plus en plus performants.

La crédibilité passe aussi par la capacité de décision, en partie par rapport au principe du calcul rationnel, en partie aussi sur la personne habilitée à utiliser l'arme atomique (on aboutit à un système extrêmement resserré autour du chef de l'État).

Paragraphe 2nd : Les négociations sur la maîtrise de l'armement nucléaire

Les États vont devoir négocier la maîtrise des armements nucléaires. Il s'agit d'éviter une course incontrôlée à l'armement. Dans la politique de décision, cette maîtrise est importante car il faut que les puissances soient équilibrées.

Les négociations doivent équilibrer les forces pour arriver à une saine pratique de la dissuasion. Il faut également régler les problèmes de vulnérabilité du territoire, il n'est donc pas question d'un quelconque accord pacifique mais bien de gérer le conflit. Il s'agit d'une non-action entre les belligérants. Ces négociations sont dans un premier temps bilatérales (*i.e.* entre les deux grandes puissances) mais deviennent très vite multilatérales car ce problème concerne tout le monde mais surtout car tout État pourrait se doter de l'arme nucléaire. Dans ce cas nous rentrons dans des négociations qui ont pour but la réduction voire l'élimination des armes nucléaires.

A. Négociations bilatérales

Depuis 1962 avec la Crise de Cuba, les chefs d'État des deux superpuissances ont la possibilité de se contacter pour gérer les crises qui pourraient conduire à une escalade et une guerre nucléaire généralisée. Une ligne de communication directe est établie le 30 août 1963, injustement qualifiée de « téléphone rouge », suite à un accord signé et entré en vigueur le 20 juin 1963.

A partir de 1968, les présidents Leonid Brejnev et Richard Nixon s'entendent sur la mise en place de négociations sur la limite des armements stratégiques, qui donneront lieu aux Accords SALT I (pour *Strategic Arms Limitation Talks*), à Moscou le 26 mai 1972. Il s'agit d'un accord provisoire de cinq ans sur la limitation de la fabrication d'armes stratégiques et de l'installation des rampes de lancement de missiles balistiques (ICBM), ainsi que sur la limitation des ABM. Il s'agit de ménager la vulnérabilité réciproque des deux parties : on limite la protection des ABM à deux sites ainsi que les sites stratégiques de lancement. A partir de cet accord on voit se confirmer quelque chose déjà connu, le duopole, le *condominium* avec une complicité créée par la capacité mutuelle de destruction.

Les négociations continuent entre les deux superpuissances permettant la signature du traité SALT II à Vienne le 18 juin 1979. Apportant des limitations supplémentaires par rapport à SALT I, il définit le

plafond précis de bombardiers et de lance-missiles tolérés, et interdit également l'envoi d'armes nucléaires dans l'espace ainsi que le *Fractional Orbital Bombardment System* (FOBS). Néanmoins, en raison de l'invasion soviétique en Afghanistan, le Sénat américain refuse de ratifier le traité même si celui-ci est respecté dans la pratique.

S'ensuivent dès 1982 de nouvelles négociations qui aboutissent au traité de Washington de 1987 prévoyant l'élimination des IRBM (suite à la crise des euromissiles), puis en juillet 1991, le traité START I (*Strategic Arms Reduction Treaties*) prévoyant une limitation et une réduction des arsenaux qui n'entrera en vigueur qu'en décembre 1994.

B. Négociations multilatérales

Les négociations multilatérales ont pour but de garder intacte la capacité de dissuasion des puissances principales et d'empêcher les autres puissances d'acquérir la bombe ou de développer leur programme. Cette stratégie de freinage du développement de l'arme nucléaire consiste à :

- **Interdire les essais nucléaires.** Le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de Moscou du 5 août 1963 porte sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Puis le traité d'interdiction complète des essais de New-York du 24 septembre 1996, qui ne coûte rien aux grandes puissances puisqu'ils ont déjà effectué leurs essais (ce qui explique pourquoi il n'est toujours pas entré en vigueur, d'autres pays signataires souhaitant conserver la possibilité de procéder à des essais).
- **Lutter contre la prolifération de l'arme nucléaire.** Pour empêcher la diffusion des informations, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968 expose : 1° pour les pays non-nucléaires, à l'engagement de ne pas acquérir, fabriquer ou détenir par d'autres moyens des armes nucléaires ; 2° pour les pays nucléaires, à ne pas fournir aux autres États les moyens de se doter d'armes nucléaires. Ceci entraîne la création de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). Tous les États du monde sont appelés à signer ce traité, à l'exception des États proliférants (Israël, Syrie, Iran, Corée du Nord, Inde, Pakistan). Dans le cadre du TNP, l'AIEA est chargée d'inspections sur le terrain pour vérifier que rien ne soit contraire aux normes appliquées. Un certain nombre d'États ayant voulu mettre au point l'arme nucléaire ont finalement abandonné le projet tandis que d'autres pays ont

persévéré dans cette voie ; c'est le cas de l'Inde et du Pakistan qui ont chacun de leur côté repris un programme nucléaire et qui n'ont jamais ratifié le traité en arguant du fait qu'ils pouvaient mettre au point leur arme nucléaire. La Corée du Nord s'est pour sa part retirée du traité et continue encore aujourd'hui ses essais nucléaires, expliquant la crise actuelle.

Le traité de Tlatelolco de 1976 permet pour sa part la dénucléarisation en faisant de l'Amérique du Sud un continent propre. Il est suivi par les traités de Rarotonga pour le Pacifique en 1985 puis de Bangkok pour l'Asie du sud-est de 1995 et enfin de Pelindaba de 1996 suite à la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

Pour l'Antarctique, qui dispose d'une neutralité de dénucléarisation avec le traité de Washington de 1959, la démilitarisation du continent la rend exempte d'armes et en fait une zone scientifique.

Section 4^e : Les conflits périphériques

Il y a un centre (Europe, autour de l'URSS de l'Amérique du Nord) où se trouvent les conflits principaux et une périphérie où se trouvent les conflits moins centraux. Cette périphérie est constituée d'États qui viennent d'acquiescer l'indépendance. Ils se caractérisent par une situation économique difficile (sous-développement) et par des conflits qui naissent ou renaissent. Pendant toute cette période de Guerre froide, certains conflits ont une influence déterminante sur le cours des événements sur le reste du monde qu'on peut désigner comme étant la périphérie. Ces conflits périphériques sont l'occasion pour les deux grandes puissances de faire jouer leur influence, grâce à la doctrine de dissuasion, sans pouvoir entrer directement dans le conflit. Si l'on retrouve deux idéologies totalement opposées, il n'en demeure pas moins que l'on assiste à deux formes d'impérialisme.

Une nouvelle manière de faire la guerre apparaît et repose sur les guérillas (i.e. groupes extrêmement minoritaires qui utilisent la faiblesse numérique à leur profit pour combattre un État fort afin d'attirer les représailles sur la population civile et ainsi soutenir le soutien populaire), que l'on retrouvera notamment au travers des guérillas maoïstes, guevaristes ou castristes.

Paragraphe 1^{er} : Les conflits périphériques en Asie

A. Les relations sino-russes

De 1950 à 1956, la Chine devient un allié naturel de l'URSS. L'Union soviétique n'hésite pas à quitter son banc au Conseil de sécurité pour ne pas qu'il y ait de sanctions prises contre la Chine, preuve de leur entente, jusqu'à la mort de Staline. Le *leader* russe s'aperçoit néanmoins que Mao tente de lancer son propre communisme et risque donc d'empiéter sur son discours et ses méthodes. La politique de déstalinisation de 1956 amorce une rupture avec le système stalinien sur tous les plans. Mao ne l'approuve pas, à cette époque il ne veut pas freiner la révolution et dès 1958, il procède à une collectivisation forcée de la paysannerie chinoise et de l'industrie. Cela pose un problème à Khrouchtchev car les deux États se disputent le leader cheap du communisme.

Ils placent donc un *statu quo* entre eux, ce qui va entraîner des relations extrêmement difficiles, les soviétiques rapatriant leurs conseillers civils et militaires. Lors des différentes réunions, la rivalité va se matérialiser par des discours agressifs, chacun apostrophant et insultant l'autre. Paradoxalement, cette rivalité va devenir tellement forte que la Chine va chercher comme soutien ceux qui étaient son pire ennemi, les américains. Elle abandonne son statut pro-révolutionnaire. Le conflit armé entre l'Inde et la Chine, puis en 1969 celui qui éclate directement sur la frontière entre la Chine et l'URSS font craindre le pire. Les deux États entrent dans une politique de concurrence, la Chine se tournant vers l'Afrique et le Moyen Orient.

B. La guerre du Viêt Nam

Le conflit vietnamien se découpe en deux phases : 1° une américanisation du conflit ; 2° l'intervention vietnamienne au Cambodge (1979). En 1954 le pays est divisé en deux : on retrouve les communistes au nord et les libéraux au sud.

Les dirigeants de la République démocratique du Viêt Nam, qui édifient au nord un État socialiste (capitale : Hanoï) sous la présidence de Hô Chi Minh, sont en effet déterminés, dès 1959, à engager la lutte armée contre le Sud, où sont restés, après les transferts de population, de 10 000 à 15 000 cadres

communistes. Le Front national de libération (FNL), dont les membres sont appelés par leurs adversaires Viêt-cong (« viêts rouges »), est fondé en décembre 1960, mais Hanoi garde son autorité par l'intermédiaire d'un Bureau central pour le sud. Opérations de terrorisme et de sabotage, infiltrations d'hommes et de matériels s'intensifient par les voies multiples de la piste Hô Chi Minh.

Au sud du 17^e parallèle, la République du Viêt Nam (dont la capitale est Saigon) est présidée par Ngô Đình Diêm, un catholique fervent qui refuse les élections générales prévues à Genève. Washington, à la fois parrain, banquier et conseiller de Diêm, juge le bastion solide, avant d'être progressivement indisposé par cet autocrate intolérant, qui s'avère en outre incapable de résoudre le problème communiste.

L'armée sud-vietnamienne encadrée en décembre 1961 par 15 000 « conseillers » américains, et entraînée en vue d'un conflit du type de la guerre de Corée, ne réussit pas à enrayer le développement du FNL. L'échec politique et militaire du régime de Diêm conduit le président américain John F. Kennedy à autoriser, dès le printemps 1961, des opérations de sabotage et de renseignement au nord du 17^e parallèle, puis à permettre un coup d'État de généraux sudistes : Diêm est assassiné avec son frère le 2 novembre 1963. Trois semaines plus tard, John F. Kennedy l'est à son tour, à Dallas.

La détérioration de la situation au Sud-Viêt Nam incite son successeur, Lyndon B. Johnson, à s'engager davantage. A la suite d'un incident naval dans le golfe du Tonkin, le Congrès américain vote le 7 août 1964 une résolution donnant au président toute liberté d'user de la force armée contre les « agressions communistes ».

1) L'intervention américaine (1965-1968)

La réaction américaine est vigoureuse : bombardements sur le Nord, intervention directe dans le Sud à partir de mars 1965. L'armée sud-vietnamienne est portée à 700 000 réguliers et 200 000 miliciens. Les effectifs américains atteignent 536 000 hommes en 1968. Quant à ceux du Viêt-cong, ils passent de 135 000 hommes au début de 1965 à plus de 300 000 en 1968.

En 1966, les opérations se concentrent autour de la zone du 17^e parallèle, puis, dès 1967, plus au sud, autour de Da Nang, Quang Tri et même en Cochinchine, au nord-ouest de Saigon, capitale du Sud.

Aux États-Unis d'Amérique, l'opinion publique est sensibilisée par l'envoi au Viêt Nam des « appelés » et par les images que diffuse la télévision. Devant l'impuissance américaine à obtenir une victoire rapide, la contestation fleurit sur les campus universitaires et gagne tout le pays. Aux prises avec un déficit budgétaire aggravé, le président Lyndon B. Johnson alterne bombardements intensifs sur le Nord et propositions de trêve conditionnelle. Bien que lourdement frappé, le Nord ne cède pas. Il dispose d'atouts d'une importance croissante : la mauvaise conscience de l'Occident, l'appui des partis communistes frères et des courants neutralistes, l'assistance matérielle de l'URSS et de la Chine, qui permet à l'Armée populaire viêt-cong d'acquérir enfin un armement moderne et standardisé.

L'offensive communiste généralisée, dite « offensive du Têt » (30 janvier 1968), menace Huê, au sud du 17^e parallèle, ainsi que Saigon. La base de Khe Sanh, harcelée depuis novembre 1967, est attaquée en force dès la mi-février et subit un siège de 77 jours. L'offensive du Têt est finalement un échec militaire pour le Viêt-cong, mais l'armée américaine a été mise en difficulté.

Le retentissement est grand dans l'opinion publique américaine. Lyndon B. Johnson renonce à un nouveau mandat et décide d'arrêter sans conditions les bombardements au Nord (mai 1968). Des négociations préliminaires aboutissent à l'ouverture officielle de la conférence de Paris (janvier 1969).

La politique de « vietnamisation » de Richard Nixon, qui succède à Lyndon B. Johnson au début de 1969, vise à un retrait total des forces terrestres américaines après renforcement des armées sud-vietnamiennes. En revanche, les forces navales et aériennes bénéficient d'un accroissement notable.

De 1969 à 1972, événements militaires et diplomatiques sont étroitement liés. Mais la poussée des forces américaines et sud-vietnamiennes au Cambodge (30 avril 1970), destinée à saper le soutien logistique des pistes Hô Chi Minh, entraîne la suppression par le Congrès américain des pouvoirs spéciaux du président concernant la guerre du Viêt Nam.

Tandis que les manifestations contre la guerre se multiplient aux États-Unis d'Amérique, le président Richard Nixon ouvre la voie à un accord en acceptant le rapatriement total des troupes américaines en cas de cessez-le-feu et en renonçant à exiger l'évacuation du Sud par les forces populaires. Après une ultime résistance du président sudiste Nguyễn Văn Thiệu, qui refuse le maintien de forces

communistes sur son territoire, et une suspension des pourparlers par Hanoi, un accord de cessez-le-feu est signé à Paris le 27 janvier 1973.

Le Sud-Viêt Nam de Thiêu et le Nord-Viêt Nam communiste sont désormais seuls face à face. Il apparaît vite que le Conseil national de concorde et de réconciliation prévu à Paris en attendant des élections est un leurre. A l'intransigeance du général Thiêu, qui lance un appel au combat, répond la détermination de Hanoi à réunifier le pays par la force. Dès octobre 1974, le Nord considère officiellement les accords de Paris comme caducs et engage les préparatifs de l'invasion. Les conditions semblent favorables : malgré des effectifs importants et quelques corps d'élite, l'armée sudiste est moralement fragile, à l'instar d'une population civile lasse, hostile à un pouvoir corrompu et atteinte par une pauvreté chronique. Quant aux États-Unis d'Amérique, ils se désintéressent de leurs anciens protégés, auxquels ils réduisent leur aide.

En mars 1975, les communistes lancent une nouvelle offensive d'envergure. Quang Tri, Huê, Da Nang sont abandonnées presque sans combat. Thiêu quitte le pouvoir (21 avril). Les blindés nord-vietnamiens mettent fin aux tentatives de négociation en entrant à Saigon le 30 avril 1975.

Le nouvel État, unifié, prend le 2 juillet 1976, le nom de République socialiste du Viêt Nam, dont la constitution est celle de l'ancien Nord Viêt Nam. Mais la réunification ne s'est pas accompagnée de la réconciliation promise, et la soumission du Sud à la férule du Nord s'est traduite par les drames de la rééducation et de l'émigration des boat people. L'échec des États-Unis d'Amérique, dont c'est le premier conflit perdu de toute leur histoire, est le plus marquant qui leur soit infligé durant la guerre froide.

2) L'intervention vietnamienne au Cambodge en 1979

Le Viêt Nam est appuyé par l'URSS alors que le Cambodge l'est par la Chine. L'Union soviétique souhaite défendre le territoire vietnamien, alors que ce dernier prend le contrôle du Laos en 1977. Deux ans plus tard, le Viêt Nam entre au Cambodge suite à des différends frontaliers ainsi qu'en raison du génocide perpétré par les Khmers. Cette attaque vietnamienne allant contrer la présence chinoise, va stopper le génocide, le gouvernement vietnamien va mettre un gouvernement pro-vietnamien, et où l'on verra qu'en 1993 les élections pluralistes du Cambodge.

Paragraphe 2nd : Les conflits périphériques en Afrique et au Moyen-Orient

A. Les guerres israélo-arabes

En 1967, la guerre des Six Jours éclate – du 5 au 10 juin –, opposant Israël d'un côté et l'Égypte, la Jordanie et la Syrie de l'autre. Dans la tension créée par les problèmes des réfugiés palestiniens dans les différents pays arabes, les soviétiques allument la mèche conduisant à un nouveau conflit par la propagande. Les russes vont informer Nasser qu'Israël masse des troupes à la frontière de la Syrie pour attaquer le plateau du Golan. Le président égyptien demande confirmation, qu'il n'obtient pas, puis prend directement des mesures de sécurité en demandant le retrait des troupes israéliennes sur le plateau du Sinaï ainsi qu'en bloquant le trafic du golfe d'Aqaba, conjoint à Israël et l'Égypte.

Par mesure de rétorsion, les Israéliens vont profiter de cette tension pour déclencher une guerre préventive passant par une attaque de l'aviation israélienne qui va clouer au sol la flotte égyptienne qui est totalement détruite. Les israéliens lancent une attaque au sol jusqu'à arriver sur la rive est du canal de Suez. En passant, ils vont d'abord s'emparer de la bande de Gaza, la Cisjordanie et la vieille ville de Jérusalem, administrée par la Jordanie. Au-delà, Israël lance une offensive sur le front syrien et annexe le plateau du Golan. Les gains territoriaux sont donc vraiment considérables.

En 1973, le président égyptien, Anouar el-Sadate, décide de lancer une nouvelle guerre contre Israël puisqu'il souhaite récupérer le Sinaï perdu : la guerre du Kippour – du 6 au 24 octobre –, où la Syrie attaque dans le Golan et l'Égypte dans le Sinaï. Israël lance une contre-attaque et repousse les deux offensives arabes. La défense israélienne a pu paraître un temps vulnérable et au fond, ce que recherchait le président égyptien est d'une certaine façon atteint. Le président Sadate demande que la paix soit conclue avec Israël, sous la médiation du président des États-Unis d'Amérique Jimmy Carter, ce qui sera fait avec les accords de Camp David le 17 septembre 1978. L'Égypte récupère ainsi le Sinaï mais n'a pas de concession sur le reste ; cette paix est prise comme une trahison vis-à-vis des autres pays arabes. En conséquence, elle va progressivement réorienter son alliance en direction des États-Unis. La politique d'Anouar el-Sadate – paix avec Israël et rapprochement avec les américains – va entraîner son assassinat en octobre 1981.

En 1964, les palestiniens chassés de leurs terres créent l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP), reconnue dans les pays arabes comme la seule organisation du peuple palestinien. Si l'ensemble des pays arabes sont en réalité extrêmement divisés, leur position géographique et les enjeux géopolitiques, favorisent leurs avancées nationales. L'OLP va ainsi se transformer en un mouvement pratiquant les méthodes terroristes (*i.e.* attaques armées, attentats-suicide, prises d'otages, *etc.*) entraînant une politique intransigeante de la part d'Israël qui se manifeste par le développement de la colonisation des territoires occupés (*i.e.* l'État hébreux favorise l'installation de colons israéliens sur les zones palestiniennes, emportant le mécontentement du Conseil de Sécurité de l'ONU).

La Jordanie, qui comporte une population palestinienne extrêmement importante – qui compose la base-arrière de l'OLP dans les années 1960-1970 –, élimine les organisations palestiniennes en septembre 1970. L'organisation va alors s'installer au Liban avec pour conséquence la déstabilisation du pays et l'exacerbation des tensions intercommunautaires. Dès lors, on va retrouver un système d'alliance extrêmement complexe. Les affrontements vont donc se multiplier jusqu'à ce qu'Israël, en 1982, décide d'extirper la présence de l'OLP au Liban avec l'opération « Paix Organisée » qui a pour objectif l'élimination de l'organisation palestinienne au Liban mais emporte une contre-intervention de la Syrie. On assiste à nouveau à un conflit international.

B. Les troubles en Afrique australe

Les troubles que connaît la partie sud de l'Afrique sont inévitablement liés à la Guerre Froide. Le Mozambique obtient son indépendance en 1975 mais deux partis s'affrontent : l'un veut une alliance avec l'URSS (le Front de Libération du Mozambique [FRELIMO]), l'autre avec les États-Unis d'Amérique (Résistance Nationale Mozambicaine [RENAMO]) qui sera constamment soutenu par l'Afrique du Sud et le Portugal. En Angola, l'affrontement oppose les soviétiques du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) à l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), groupe basé sur la religion et soutenu par les américains et l'Afrique du Sud. Il faudra attendre 1991 pour qu'un traité soit signé, mais la guerre reprendra rapidement.

Autre zone à risque, la corne de l'Afrique, zone qui contrôle la sortie de la mer Rouge ; elle va donc être un enjeu de la Guerre Froide. En 1969, le coup d'État de Siad Barré en Somalie permet à l'URSS

d'étendre son influence. L'Éthiopie est, quant à elle, aidée par les États-Unis d'Amérique. Une des manifestations des ennemis est le contrôle d'une région, l'Ogaden, intégrée à l'Éthiopie mais peuplée de Somaliens. Ainsi, en 1974, les officiers éthiopiens renversent l'Empereur Haïlé Sélassié 1^{er}. Les soviétiques abandonnent Siad Barré et soutiennent Mengistu Haile Mariam, qui va faire régner une terreur impitoyable à l'égard de ses opposants et de sa population. Il restera dictateur jusqu'en 1991 avec la victoire de la guérilla après la guerre de l'Ogaden (1977-1978).

C. Les troubles en Amérique latine

Les États-Unis d'Amérique considèrent qu'ils ont un rôle étroitement lié au *statu quo* – en particulier sécuritaire – à jouer en Amérique latine. Ils doivent contenir le communisme en mais vont reconnaître un échec en 1962 et vont perdre une première bataille après la crise des missiles puisque John F. Kennedy reconnaît le régime cubain. Mais le régime de Fidel Castro est très ambitieux et souhaite exporter son modèle en Afrique ainsi que sur le continent latino-américain. Ce sont des États extrêmement pauvres (*i.e.* avec une majorité de paysans) avec une bourgeoisie conservatrice et libérale affiliée au gouvernement américain. Vont ainsi émerger des contre-guérillas révolutionnaires appuyées par États-Unis d'Amérique.

Au Chili, le socialiste Salvador Allende parvient au pouvoir par des élections présidentielles qui se tiennent en 1970. Cette situation déplait aux américains qui voient en lui un futur Fidel Castro. La situation va s'aggraver l'année suivante lorsqu'il s'affiche en public avec le *líder maximo* cubain. Les troupes de contre-guérilla vont attaquer le Palais présidentiel poussant le président Allende au suicide. Augusto Pinochet prend le pouvoir et installe une dictature. La junte militaire organise des tortures et des rafles ainsi qu'une répression internationale avec des enlèvements opérés en Bolivie : cela conduira notamment à l'élimination de Che Guevara. Les sandinistes vont se battre contre les forces de l'opposition nicaraguayenne soutenue par les américains et vont finir par disparaître.